# RAPPORT ANNUEL 1965 ESSO STANDARD S.A.F.

CE RAPPORT ANNUEL
A ÉTÉ ÉDITÉ
PAR LE DÉPARTEMENT INFORMATION
D'ESSO STANDARD S.A.F.
COUVERTURE ET GRAPHIQUES
DE BRUNO LE SOURD

| | | |
|---|---|---|
| CONSEIL D'ADMINISTRATION | SERGE SCHEER | PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL |
| | JACQUES BALLET | ADMINISTRATEUR |
| | HENRI DEROY | ADMINISTRATEUR |
| | FRANCIS FABRE | ADMINISTRATEUR |
| | GEORGES FLEURY | ADMINISTRATEUR |
| | JEAN FORGEOT | ADMINISTRATEUR |
| | GEORGES WICART | ADMINISTRATEUR |
| | RAYMOND B. YOUNG | ADMINISTRATEUR |
| COMITÉ CONSULTATIF | SERGE SCHEER | PRÉSIDENT |
| | JACQUES BALLET | DIRECTEUR GÉNÉRAL |
| | JULES ARMAND | DIRECTEUR |
| | ANDRÉ DUBOIS | DIRECTEUR |
| | LUCIEN KAHN | DIRECTEUR |
| | AUGUSTE SCHLAGETER | DIRECTEUR |
| | RAYMOND W. WINKLER | DIRECTEUR |
| CONTROLEUR TRÉSORIER | GEORGES GRONDIN | |
| | LOUIS COIGNARD | |
| COMMISSAIRES AUX COMPTES | ALBERT VEYRENC | TITULAIRE |
| | GASTON THIBAULT | SUPPLÉANT |

16 mai 1966

Esso

# RAPPORT ANNUEL 1965

DOCUMENTS PRÉSENTÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 1966. COMMUNIQUÉS AU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE LE 17 JUIN 1966


RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 5

RAPPORTS TECHNIQUES 13

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 33

COMPTE D'EXPLOITATION ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS 40
ESSO STANDARD S.A.F.

BILAN 42
ESSO STANDARD S.A.F.

BILAN CONSOLIDÉ 44
ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS CONSOLIDÉ 46
ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP

# EN BREF...

| | | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|
| PROFONDEURS FORÉES | (ESSO REP) | 95 000 M | 84 000 M |
| PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT | (ESSO REP) | 2 167 000 T | 2 345 000 T |
| ACHATS DE PÉTROLE BRUT (TONNAGES ACHETÉS A ESSO REP COMPRIS) | | 7 419 000 T | 7 723 000 T |
| BRUT TRAITÉ | | 6 662 000 T | 7 578 000 T |
| VENTES TOTALES DE PRODUITS FINIS | | 6 666 000 T | 7 504 000 T |
| SALAIRES ET DÉPENSES SOCIALES | | 178 100 000 F | 191 000 000 F |
| DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS | | 155 100 000 F | 183 700 000 F |
| CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL | | 3 198 400 000 F | 3 436 500 000 F |
| TAXE INTÉRIEURE, DOUANE ET T.V.A. | | 1 689 100 000 F | 1 873 900 000 F |
| BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE | | 66 400 000 F | 50 700 000 F |

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Mesdames, Messieurs,*

*Conformément aux prescriptions de l'article 31 des statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale ordinaire pour vous rendre compte de notre gestion pendant l'exercice 1965 et soumettre à votre approbation le Compte de résultats de l'exercice et le Bilan établis au 31 décembre 1965.*

Au cours de l'année 1965, votre Société a augmenté le volume de ses ventes de 12,6 % par rapport à 1964. Le chiffre d'affaires commercial, hors taxes, n'a progressé par contre que de 3,5 %, le bénéfice net s'établissant à 50,7 millions de Francs contre 66,4 millions de Francs en 1964. Ces résultats ont été obtenus dans une conjoncture qui mérite une brève analyse.

## L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Abstraction faite de certaines nuances ou ombres locales, l'économie mondiale en 1965 est restée orientée vers l'expansion, comme elle l'a été depuis déjà plus de quinze années consécutives.

La très haute conjoncture maintenue aux États-Unis, dans un climat de stabilité remarquable, a semblé encore peu sensible aux menaces de surchauffe apparues en fin d'année. En Europe Occidentale, par contre, les prix de détail demeuraient à la hausse et, dans plusieurs pays, des mesures autoritaires s'efforçaient de les contenir étroitement.

L'expansion, suivant des voies et des rythmes différents, de ces deux grandes zones en compétition, tend à creuser l'écart scientifique et technique entre les économies américaine et européenne. La gravité d'une telle situation commande chaque jour davantage à l'Europe de surmonter ses divergences intérieures pour s'organiser et fournir à ses entreprises les cadres et les structures les mieux adaptés à l'épanouissement d'une économie moderne et dynamique.

En Europe, si certaines circonstances ont freiné l'évolution prévue et souhaitée du Marché Commun, ralentissant le développement des politiques communes et risquant de retarder les discussions sur la libéralisation des échanges dans le cadre Atlantique, leurs répercussions sur le développement économique ne se sont pas fait sentir de manière appréciable. Par contre, en différant les prises de position et les décisions à l'échelon des entreprises, ces hésitations peuvent avoir à terme des conséquences plus profondes dans certains secteurs industriels. En prenant les uns des mesures de freinage et les autres de relance, les gouvernements de la plupart des six pays ont consacré tous leurs efforts à louvoyer au plus près entre les écueils de l'inflation et de la stagnation, sans parvenir toujours à concilier croissance économique et stabilité des prix. Certains cepen-

dant faisaient les concessions nécessaires à l'expansion afin d'être mieux armés pour aborder les grands affrontements économiques qui se préparent.

En France, 1965 a marqué la fin du IVe Plan de Modernisation dont les objectifs n'ont finalement pu être intégralement réalisés, le développement des investissements n'ayant pas été suffisant pour assurer une croissance plus élevée sans tension anormale sur les coûts. Au cours de cette même année, le Produit National Brut ne s'est avancé de ce fait que de 2,7 %, soit la moitié du taux d'accroissement de 1964, investissements privés et production industrielle marquant une pause. Entraînés par la hausse des services et de certains tarifs publics, les prix ont cependant progressé beaucoup moins rapidement (2,5 %) que dans les autres pays européens ; cette hausse n'en revêt pas moins un caractère inquiétant. La reprise d'activité esquissée au cours du deuxième semestre, assortie de quelques mesures destinées à préparer et à assurer les options du Ve Plan, laisse finalement entrevoir pour 1966 la perspective d'un développement plus favorable.

## L'ÉNERGIE DANS LE MONDE

Parallèlement à cette tendance expansionniste mondiale et à l'élévation concomitante des niveaux de vie, les besoins en énergie de l'ensemble du monde libre ont marqué une nouvelle progression d'environ 5 %. Compte tenu d'un rythme d'augmentation plus lent à l'avenir, le doublement de ces besoins au cours des vingt prochaines années doit être envisagé.

Les produits pétroliers étant appelés chaque année à satisfaire une part grandissante de ces besoins, verraient leur demande doubler dans des délais encore plus courts. Si l'on sait que la production de pétrole brut a atteint 1,5 milliard de tonnes en 1965 et que chaque année, la demande mondiale supplémentaire est d'environ 100 millions de tonnes, soit en quatre ans l'équivalent de la consommation annuelle de l'Europe, on mesure l'ampleur de la tâche à laquelle se trouve confrontée l'industrie. Or, jusqu'à présent, le rapport entre les réserves d'hydrocarbures utilisables et les besoins a non seulement été maintenu à un taux satisfaisant, mais a pu être amélioré. La partie n'en devient pas moins de plus en plus sévère, l'industrie ne peut s'y dérober. La conjugaison de tous les talents pour dépasser les techniques connues aujourd'hui et générer les ressources financières indispensables, est la condition première du succès d'une telle entreprise dont dépend l'évolution du monde.

## LA SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS DE L'EUROPE

Parmi les diverses sources d'énergie, le pétrole et le gaz naturel prennent une place prépondérante en Europe Occidentale : couvrant 30 % des besoins des pays de la Communauté Economique Européenne en 1960, ils en ont satisfait 49 % en 1965 et devraient en assurer 55 % en 1970. L'utilisation du gaz naturel en particulier tend à se généraliser grâce à l'exploitation des champs du nord de l'Europe et à l'apport du gaz algérien et bientôt du gaz libyen.

Si le gaz hollandais, qui va à bref délai irriguer les pays voisins et atteindra la France en 1968, augmente heureusement les ressources propres de l'Europe, celle-ci est vouée cependant à rester encore pour de nombreuses années tributaire des pays producteurs extra-européens, malgré les espoirs qu'autorisent les recherches entreprises sur le continent, dans la Mer du Nord et dans l'Océan au large des côtes françaises.

Les gouvernements, comme les organisations et les sociétés internationales, se préoccupent déjà depuis longtemps et à juste titre du risque que constitue une telle dépendance et s'efforcent de diversifier les origines de leur ravitaillement. Or, les études sur les conséquences de crises des approvisionnements, ainsi que les confrontations auxquelles elles ont donné lieu, ont démontré combien des craintes excessives étaient peu fondées. Grâce, en effet, aux moyens dont disposent les sociétés internationales et à la souplesse que leur assure leur organisation, le recours à des sources de remplacement apparaît possible dans des délais et des conditions qui ne mettraient pas en danger les économies européennes. De telles conclusions sont bien faites pour ramener les controverses sur les garanties d'un approvisionnement convenable de l'Europe à une plus juste mesure et leur enlever le caractère émotionnel qui, souvent, en dénature le sens et la portée.

Cette possibilité de disposer avec toute la souplesse nécessaire de ressources pétrolières d'origine non traditionnelle vaut, bien sûr, pour la France dont la situation ne peut être dissociée d'un contexte européen plus large.

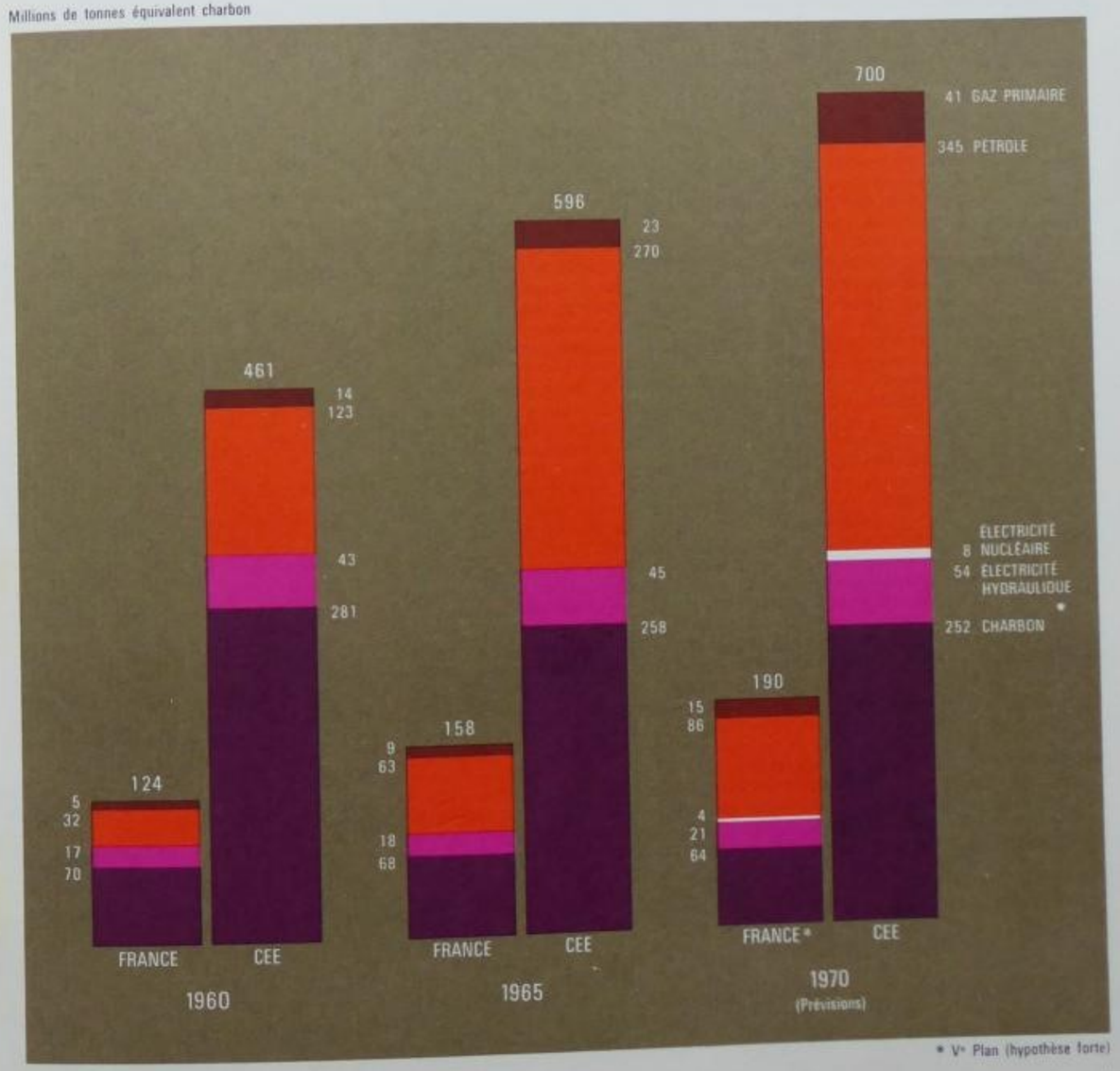


## CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

FRANCE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (FRANCE COMPRISE)

Millions de tonnes équivalent charbon




* Ve Plan (hypothèse forte)

## L'ÉNERGIE ET LE PÉTROLE EN FRANCE

La consommation d'énergie en France a continué à progresser en 1965, mais à un rythme moins rapide (3,2 % par rapport à 1964, contre 4 % l'année précédente), les produits pétroliers et le gaz naturel représentant désormais environ 45 % des besoins énergétiques ; il est prévu que ce pourcentage atteindra près de 55 % en 1970.

Se déclarant soucieux d'assurer au pays son approvisionnement en énergie dans les meilleures conditions, le Gouvernement a précisé au début de 1965 le cadre de la politique qu'il se proposait de suivre en matière d'énergie et de pétrole en particulier, et qui peut se résumer comme suit :

Une dépendance trop exclusive de certaines matières premières, comme de certaines zones géographiques ou de certaines entités économiques, doit être évitée par la diversification des sources d'approvisionnement.

D'autre part, l'industrie devant être mise en position favorable pour aborder la concurrence internationale, l'établissement d'un prix moyen de l'énergie suffisamment bas sera favorisé quelle que soit l'énergie primaire dont il s'agit.

De ces deux postulats procèdent quelques concepts nouveaux au plan du pétrole. Désormais, les entreprises à majorité de capitaux nationaux devraient disposer d'une production de pétrole brut équivalant aux besoins de la consommation intérieure du pays. Leur part dans le raffinage et la distribution (actuellement 45 %) serait sensiblement accrue pour dépasser 50 %, cette progression se réalisant au détriment des filiales des groupes internationaux. Afin de trouver les ressources de pétrole brut correspondant à l'objectif qui leur est fixé et pour écouler la part de ce brut qui ne sera pas placé sur le marché français, les sociétés nationales seront incitées à accroître leur implantation hors de métropole, pour découvrir et exploiter de nouveaux gisements, créer des raffineries, étendre leurs réseaux de distribution. Ces extensions d'activités à l'étranger se feront aussi bien au titre d'accords politiques que de négociations commerciales normales.

Cette politique, dont la fin est l'indépendance énergétique du pays, peut-elle véritablement assurer la sécurité qu'elle se propose, et répond-elle bien à la sage gestion économique dont elle se réclame ?

La création de l'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières (E.R.A.P.), société à vocation internationale, regroupant les filiales du Bureau de Recherches de Pétrole et la Régie Autonome des Pétroles, la coordination sous une même présidence des activités de l'E.R.A.P. et de celles de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, ont constitué des mesures propres à renforcer les moyens de la nouvelle politique pétrolière.

Les sociétés comme la vôtre, auxquelles il est demandé de céder le pas à certains concurrents jouissant déjà d'une situation privilégiée, ne peuvent que manifester de sérieuses inquiétudes sur l'avenir qui leur est réservé. Leur contribution au progrès technique et économique, comme leur comportement passé, ont toujours répondu à la lettre et à l'esprit de la législation qui avait permis leur établissement et, en tout état de cause, ne justifient pas une pénalisation.

Les craintes qui demeurent ont été cependant tempérées au cours de l'année par le désir manifesté par les Pouvoirs Publics de voir s'établir un meilleur climat dans les rapports avec les sociétés.

En février, le renouvellement pour trois ans des autorisations spéciales d'importation de produits dérivés du pétrole octroyait aux sociétés pour leur distribution de produits finis des contingents qui devraient leur permettre de faire face au développement de leurs activités commerciales.

Au mois de novembre, un échange de lettres entre le gouvernement et les sociétés filiales des groupes internationaux a cherché à apporter certains apaisements sur l'interprétation des décrets de 1963 qui tendaient à aggraver les obligations de la loi de 1928. C'est ainsi que votre Société — de même que les autres Sociétés concernées — convaincue que des rapports plus confiants pouvaient être rétablis avec l'Administration, a confirmé son « intention de renoncer à critiquer, dans le recours en instance devant le Conseil d'État, les cinq dispositions des décrets de 1963, sauf pour les motifs qui se rapportent au Traité de Rome ».

Enfin, parmi les nombreux problèmes encore en suspens, celui très délicat du renouvellement des contrats d'achat de pétroles bruts sahariens s'orientait en fin d'année vers un compromis. La fixation des prix d'achat de ces bruts était en effet envisagée à des niveaux plus en rapport avec ceux pratiqués sur le marché international. Les conditions dans lesquelles votre Société a assuré ses approvisionnements ont commencé à bénéficier de cette évolution générale des prix mondiaux.

## LES RÉSULTATS DE L'INDUSTRIE

En atteignant 61 millions de tonnes pour l'ensemble de l'année, les quantités de pétrole brut traitées par les raffineries françaises accusaient une nouvelle augmentation de 15,2 % par rapport à 1964.



Les effets combinés d'une conjoncture économique maussade, d'une forte hydraulicité et d'une température en moyenne assez douce, mais peu clémente au tourisme et aux grands travaux routiers, ont eu pour conséquence un ralentissement du rythme d'accroissement de la consommation nationale de produits pétroliers, puisqu'il s'est établi à 12 % par rapport à 1964, au lieu de 16 % et 18,6 % au cours des deux années précédentes.

La progression de certains produits a néanmoins été remarquable. La consommation de supercarburant, avec un bond de 18,6 %, et en atteignant 4 200 000 tonnes, a dépassé pour la première fois celle de l'essence ordinaire. Le fuel domestique a marqué une avance de plus de 25 %.

A la suite de l'agrandissement de certaines usines, de la mise en service des raffineries de Feyzin, Vern-sur-Seiche et Fos-sur-Mer, la capacité de traitement des raffineries françaises a été portée de 62 millions à 70 millions de tonnes. Au cours du Ve Plan de Modernisation, il est prévu d'installer 30 millions de tonnes de capacité nouvelle, correspondant à des extensions de raffineries existantes et à la création de quelque cinq raffineries, dont les implantations n'ont pas encore été complètement précisées. Parmi ces usines certaines ravitailleront directement les centrales de l'Électricité de France, grosses consommatrices de fuel, d'autres, comme ce serait le cas pour la raffinerie de Lorraine, couvrant les besoins de régions en expansion et de certaines industries.

Au pétrole brut national, dont la production s'est accrue de 5 % grâce essentiellement aux champs d'Esso REP dans les Landes, se sont ajoutés, pour assurer le ravitaillement des différentes raffineries, les bruts en provenance de la zone franc et de l'étranger. Le tonnage des pétroles « franc » disponibles étant resté pratiquement stationnaire par suite de la saturation des deux pipelines algériens en service, auxquels ne s'était pas encore ajouté le pipeline d'Hassi Messaoud à Arzew, un appel supplémentaire a été fait aux pétroles en provenance d'autres zones dont les importations ont augmenté d'environ 23 %.

Le développement des besoins en gaz naturel a par ailleurs incité à rechercher des ressources nouvelles. Les travaux d'exploration faits par la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA) sur la bordure pyrénéenne semblent avoir été assez heureux pour trouver, en temps opportun avec Meillon, un complément à la production du champ de Lacq. En outre, au mois de mars, parvenaient au Havre les premières cargaisons de gaz liquéfiés algériens. Enfin, si les négociations amorcées pour des importations éventuelles de gaz en provenance de Libye n'ont pas abouti, Gaz de France décidait par contre, en fin d'année, de conclure un contrat de vingt ans pour l'achat de gaz naturel hollandais avec la société Nederlandse Aardolie Maatschappij (NAM), dans laquelle la Standard Oil Company (N.J.) détient une participation de 50 %. Ces achats de gaz destinés à approvisionner le nord et le nord-est de la France, à partir de 1968 doivent atteindre 5 milliards de mètres cubes par an en 1975 (équivalant à 4 millions de tonnes de fuel).

La situation de l'industrie pétrolière a été dominée, pendant toute l'année, par l'évolution défavorable des prix. Influencés par les baisses intervenues sur le marché international des produits pétroliers et par les effets d'une concurrence très vive sur le marché français, les prix sont restés fortement déprimés, une légère amélioration s'étant cependant esquissée au cours du dernier trimestre. Cette situation a entraîné une réduction des profits et de la rentabilité des entreprises, limitant les possibilités de financement des vastes programmes d'investissement en cours ou envisagés et si impérieusement indispensables pour donner à l'industrie les moyens de satisfaire l'accroissement de la demande dans les meilleures conditions techniques et économiques.

## LES ACTIVITÉS D'ESSO STANDARD S.A.F.

Dans ce climat général assez perturbé, les activités de votre Société se sont déroulées sous le signe d'une campagne publicitaire dont le retentissement et le succès en France, comme dans tous les pays d'Europe, ont confirmé les espoirs dont elle était chargée. C'est donc sous le signe du Tigre, mais d'un tigre aux faciès volontairement optimiste qu'ont œuvré, au cours de l'année, tous ceux qui forment les équipes auxquelles est confié le soin de vos intérêts dans cette Société.

Votre filiale de production, Esso REP, se trouvait en fin d'année à la veille de l'échéance de son permis des Landes de Gascogne, dans lequel, au cours de ses 15 années d'existence, furent faites les découvertes dont Esso a pu s'enorgueillir, Parentis, Mothes, Cazaux, Lavergne, Mimizan, Cabeil, et qui ont fait l'objet de concessions ou de permis d'exploitation.

Terminant un programme d'exploration de détail destiné à ne négliger aucun indice dans les zones qu'elle allait perdre, Esso REP a dirigé son attention et ses efforts vers d'autres régions, notamment vers le sud de l'Aquitaine proche de la bordure pyrénéenne, où les espoirs de découverte de gaz ne sont pas négligeables. La préparation d'une campagne de forage dans les eaux difficiles du golfe de Gascogne a été poursuivie activement, des conditions atmosphériques particulièrement défavorables retardant en fin d'année la mise en place de la plateforme « Neptune-Gascogne ».

La production des divers champs des Landes a été portée de 2 167 000 tonnes en 1964 à 2 344 700 tonnes. La nécessité de remplacer les réserves de ces gisements dont certains, comme celui de Parentis, ont dépassé maintenant la moitié de leur vie normale, a stimulé les études destinées à trouver de nouvelles zones de recherches où des permis sont ou pourront être sollicités, comme cela fut le cas pour la Savoie.

Aux raffineries de Port-Jérôme et de Bordeaux est venue s'ajouter à l'automne la raffinerie de Fos-sur-Mer, portant à environ 10 millions de tonnes la capacité de traitement de pétrole brut dont dispose votre Société. Cette nouvelle raffinerie, d'une conception hardie et d'un coût particulièrement bas, est une nouvelle illustration du rôle de pionnier que se doit de jouer une société bénéficiant de la coopération technique d'un grand groupe international.

Les 6 870 000 tonnes de gaz liquéfiés, de produits pétroliers et chimiques issues de ces trois raffineries ont été commercialisées, soit à l'exportation, soit sur le marché intérieur, directement ou par voies d'échanges bilatéraux avec d'autres sociétés pétrolières.

L'approvisionnement des besoins du réseau a été complété par les achats faits à la Compagnie Française de Raffinage aux termes d'un projet de protocole prévoyant qu'ils s'élèveraient à 2 500 000 tonnes pour les 5 années à venir ; ce projet, pour lequel un assentiment avait été donné au mois de janvier 1965, n'était pas encore ratifié en fin d'année.

Votre Société a poursuivi ses efforts pour accroître l'efficacité de son réseau de distribution et pallier ainsi les conséquences de la réglementation de 1959 sur les stations-service. La campagne « Tigre » lancée au printemps a constitué une aide précieuse, en particulier au moment où les limitations du développement du réseau de vente sont aggravées par l'apparition d'une nouvelle forme de concurrence, l'essence étant considérée comme un argument publicitaire lors de la création des supermarchés et souvent même après.

La pétrochimie a poursuivi son avance, réalisant un volume de ventes dépassant d'environ 11 % celui de 1964, et un chiffre d'affaires en hausse de 9 %. En progressant de 55 % par rapport à l'année précédente, les exportations vers la plupart des grands pays, y compris les États-Unis, démontrent, s'il en était besoin la valeur et l'intérêt des fabrications réalisées.

Le souci de fournir à la clientèle les produits les plus conformes à ses exigences présentes et futures a guidé les programmes de recherche et de développement du laboratoire de Mont-Saint-Aignan, dont les dépenses ont approché 12 millions de francs. Les résultats de certains travaux ont été exploités sur le plan industriel, qu'il s'agisse de ceux qui se trouvaient liés au lancement de la campagne « Tigre » ou de ceux qui ont conduit à mettre au point de nouveaux procédés, ayant permis à la raffinerie de Port-Jérôme de réaliser une usine de fabrication de résines et de décider la construction d'une unité de fabrication d'acides sulfoniques et de sulfonats synthétiques. D'autres études débouchaient sur de nouveaux procédés de fabrication d'huiles transformateurs de très haute résistance à l'oxydation, qui méritent une mention particulière.

Tout en poursuivant les travaux de recherche qui lui sont propres, votre Société a continué à bénéficier des travaux et des études effectués dans les nombreux centres de recherche du Groupe de la Standard Oil Company (N.J.)

Bien que le développement des activités de votre Société ait permis d'augmenter sensiblement (12,6 %) le volume des ventes par rapport à l'année précédente, l'avilissement des prix de réalisation et les frais de mise en route de la raffinerie de Fos-sur-Mer, ont eu pour conséquence la diminution du bénéfice net dont il a été fait mention au début de ce rapport, les amortissements étant restés sensiblement au même niveau que celui de l'année précédente. Ces résultats incitent plus que jamais votre Société à repenser sans cesse ses structures et ses modes de gestion pour les adapter à l'évolution de l'industrie et du marché, et à définir les projets industriels et commerciaux les plus porteurs d'avenir.

La recherche des méthodes de gestion et d'exploitation les plus efficaces ont conduit à faire un appel très large aux ordinateurs pour simplifier et accélérer les processus administratifs, améliorer la qualité des informations nécessaires à la gestion comme à la préparation des décisions. La concentration des travaux au Siège Social a permis une augmentation sensible de la productivité ; des équipements nouveaux et plus puissants apporteront bientôt le bénéfice des derniers perfectionnements techniques.



A la raffinerie de Port-Jérôme, des ordinateurs vont prochainement être chargés de la commande directe de certaines unités. Grâce, en effet, à l'emploi de calculateurs, des opérations de plus en plus complexes pourront être automatisées et optimisées en fonction de critères économiques externes aux unités.

La décision prise dans les derniers jours du mois de décembre de commander aux Chantiers de l'Atlantique un pétrolier de 170 800 tonnes de port en lourd répond à la préoccupation de réduire les coûts d'approvisionnement des raffineries. Au même moment, la Société Esso Transportation plaçait auprès de ces chantiers une commande pour un navire identique. Avec ces deux unités, d'un tonnage dépassant celui de toutes les constructions réalisées à ce jour en France, le Groupe de la Standard Oil Company (N.J.) contribuait efficacement à pallier les difficultés d'une industrie dont l'avenir ne manque pas de préoccuper les Pouvoirs Publics.

En matière de raffinage et de pétrochimie, les deux projets majeurs concernant la modernisation de la raffinerie de Port-Jérôme et la construction du « steam cracker » auquel il a déjà été fait allusion, se poursuivent avec des moyens accrus, l'un et l'autre devant être achevés en 1967.

Dès 1964, votre Société, s'efforçant d'établir un équilibre harmonieux dans l'implantation de ses usines, prenait l'initiative d'un projet de construction d'une raffinerie en Lorraine. A la suite de nombreuses études, le principe de cette raffinerie était finalement retenu par les Pouvoirs Publics, en raison de l'intérêt qu'il présentait pour l'économie régionale et la sidérurgie lorraine. Malheureusement une décision gouvernementale intervenue au mois de mars 1966, en enlevant à votre Société son rôle de promoteur, devait apporter une sérieuse déception aux espoirs légitimes qu'elle nourrissait.

Dans les autres domaines, si les réalisations en cours ou en projet sont moins spectaculaires, elles sont néanmoins nombreuses, visant toutes à asseoir toujours plus solidement les bases de l'activité de la Société. Rationalisation de l'exploitation des moyens de stockage et de distribution, effort de promotion de vente, diversification des activités, découverte de nouveaux débouchés, demeurent les préoccupations essentielles. C'est dans une telle perspective que votre Société va intervenir désormais, sous sa propre marque, pour la fourniture des gaz de pétrole liquéfiés en vrac à de gros consommateurs, décision intervenue à la suite de la consolidation des rapports qui la liaient à la société Primagaz et qui ont été reconduits pour 10 ans sur de nouvelles bases.

Le développement des activités industrielles et commerciales, tel qu'il vous a été décrit, a eu pour corollaire un programme d'investissements considérable pour la période 1965-1967 : la raffinerie de Fos-sur-Mer, les projets en cours à la raffinerie de Port-Jérôme en sont les exemples les plus frappants.

En suivant une telle politique d'augmentation de ses investissements, conforme à la voie souhaitée par le Gouvernement, votre Société aurait dû trouver une compensation à cet effort dans l'accroissement de ses ressources internes de financement, ce qu'en fait n'a pas permis la baisse des résultats d'exploitation. Votre Société est de ce fait confrontée avec des problèmes de financement plus importants que dans le passé. Elle entend les résoudre, d'une part en poursuivant autant que possible sa politique d'autofinancement et, pour le surplus, compte tenu de son faible taux d'endettement, en ayant recours à des emprunts à long et moyen termes sur le marché français et à l'étranger. C'est ainsi notamment qu'elle vient d'émettre en Suisse un emprunt obligataire de 60 millions de francs suisses, conformément à l'autorisation que vous lui avez donnée lors de votre dernière Assemblée Générale, le 24 juin 1965.

Investissements nouveaux, équipements, méthodes resteraient de peu de valeur si les hommes chargés de les mettre en œuvre n'atteignaient pas à tout moment un degré de très haute qualification. Les soins attentifs apportés à la formation des collaborateurs de votre Société ont permis de dégager les équipes dont elle a besoin et qui constituent le meilleur garant de son avenir.

## RÉSULTATS

Les Comptes de Résultats et le Bilan, établis au 31 décembre 1965, vous sont présentés en annexe.

| | | |
|---|---|---|
| Ils laissent apparaître un bénéfice de | F | 50 746 771,19 |
| auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent, soit | F | 3 854 702,63 |
| Total disponible | F | 54 601 473,82 |

Il vous sera proposé de leur donner l'affectation suivante :

| | | |
|---|---|---|
| — Réserve légale | F | 2 538 000,00 |
| — Réserve générale | F | 1 000 000,00 |
| — Dividende brut | F | 47 274 642,77 |
| — Report à nouveau | F | 3 788 831,05 |
| Total | F | 54 601 473,82 |

Compte tenu des dernières dispositions fiscales connues, nous vous proposons la distribution d'un dividende net de F 3,50 par action de F 50 nominal, auquel s'ajoute un avoir fiscal de F 1,75, ce qui conduit à un dividende global de F 5,25.

Conformément aux nouvelles dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices.

| Exercice | Nombre d'actions à rémunérer | Dividende net | Crédit d'impôt | Dividende global |
|---|---|---|---|---|
| 1962 | 8 339 664 | F 5,00 | F 1,20 | F 6,20 |
| 1963 | 11 913 800 | F 3,75 | F 0,90 | F 4,65 |
| 1964 | 11 913 800 | F 3,75 | F 1,18 | F 4,93 |

Le mandat des Administrateurs venant à expiration chaque année, nous vous demanderons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1965, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Celui-ci va se trouver privé de la collaboration de M. Raymond B. Young, ancien directeur général de votre Société, qui nous a fait part de son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat. En votre nom, nous exprimons à M. Raymond B. Young notre profond regret de le voir quitter notre Conseil et notre gratitude pour l'aide très précieuse qu'il nous a toujours apportée au cours des nombreuses années passées au sein de votre Société.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration de votre Société M. Jules Armand, directeur d'Esso Standard S.A.F., dont les compétences lui seront particulièrement utiles.

M. Serge Scheer, président du Conseil d'Administration et directeur général, atteint par l'âge de la retraite, a exprimé sa volonté de ne plus exercer de fonctions de direction active après la présente Assemblée Générale. Nous tenons, en votre nom, à adresser à M. Serge Scheer un hommage très spécial. Vous connaissez la longue carrière qui a été la sienne dans la Société. Il a marqué de son dynamisme les différents postes de responsabilités qui lui ont été successivement confiés, avant d'être appelé en 1949 à la présidence de votre Société où il a joué un rôle éminent qui lui a mérité toute notre reconnaissance. M. Serge Scheer en tant que membre de votre Conseil d'Administration continuera à le faire bénéficier de sa précieuse expérience.

Il vous appartiendra enfin, de fixer le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1966, ainsi que les émoluments de vos Commissaires aux Comptes pour le même exercice.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



# RAPPORTS TECHNIQUES

## RELATIONS SOCIALES

### PERSONNEL ET RÉMUNÉRATIONS

Les sommes versées au titre rémunération pour travaux effectifs se sont élevées à F 126 855 000 et, en outre, les dépenses sociales (légales, contractuelles et prises à l'initiative de la société) ont représenté F 64 295 000 soit 50,7 % de ce montant.

Le taux de stabilité du personnel a continué à s'améliorer en 1965 et le pourcentage des départs (retraites, décès, démissions, licenciements) est tombé à 3,6 % de l'effectif.

Les départs à la retraite, parfois anticipés avec l'accord des intéressés, ont permis l'engagement de personnel jeune. Cette politique appliquée depuis plusieurs années a eu pour effet un léger fléchissement de l'âge moyen, comme indiqué ci-dessous :

AGE MOYEN DU PERSONNEL

| | FIN 1960 | FIN 1965 |
|---|---|---|
| INGÉNIEURS ET CADRES | 45 ANS | 43 ANS |
| AGENTS DE MAITRISE ET ASSIMILÉS | 46 ANS ½ | 45 ANS |
| EMPLOYÉS | 40 ANS | 39 ANS ½ |
| OUVRIERS | 42 ANS ½ | 42 ANS ½ |
| **ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ** | **43 ANS** | **42 ANS ½** |

### FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

L'action dans ce domaine a été encore intensifiée tant est impérieuse la nécessité de s'adapter à l'évolution. En 1965, environ le quart des effectifs a bénéficié de cours de perfectionnement, à l'intérieur et à l'extérieur de la société. En vue de l'utilisation optimale des investissements faits à la raffinerie de Fos, un programme de formation a été organisé de décembre 1963 à juin 1965. L'entière collaboration du personnel a permis de réussir à préparer chacun à des conditions nouvelles de travail, tant sur le plan technique que psychologique.

En matière de perfectionnement général, la nouvelle formule des stages organisés pour les jeunes cadres et ingénieurs récemment engagés offre aux participants une large information, donc matière à réflexion sur les problèmes d'actualité.

### SÉCURITÉ - PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Au cours de l'exercice 1965 se sont produits 76 accidents ayant entraîné un arrêt de travail, contre 86 en 1964. Ceci correspond à 4,9 accidents par million d'heures de travail, et c'est le meilleur résultat obtenu.

Il y a lieu de citer plus particulièrement les raffineries de Port-Jérôme, Bordeaux et Fos (cette dernière malgré une période délicate de démarrage) où aucun accident n'a été à déplorer. Au centre de recherche de Mont-Saint-Aignan vient d'être accomplie la troisième année consécutive sans accident. De bons résultats ont été obtenus dans les régions de ventes de Lyon, Lille et Bordeaux, cette dernière région ayant remporté la « Coupe Sécurité » des services de ventes, ainsi que dans le domaine de la navigation, tant fluviale que maritime. La coupe de sécurité marine a été remportée par l'équipage du caboteur « Esso Roche Maurice ».
Des plaquettes ont été attribuées aux raffineries de Port-Jérome et de Bordeaux qui ont obtenu les meilleurs résultats dans la compétition ouverte à l'ensemble des raffineries européennes du Groupe Esso.
Esso Standard S.A.F. participe avec assiduité aux travaux du Groupe d'Étude de Sécurité de l'Industrie du Pétrole (G.E.S.I.P.) dont les activités comportent des réunions d'information, des séances d'expérimentation de matériel d'incendie et d'entraînement du personnel.

### SERVICES MÉDICAUX ET SOCIAUX

Les services médicaux ont fait procéder à des examens plus approfondis, ce qui permet d'étendre le champ de la prévention. C'est ainsi que le nombre d'examens hématologiques, en particulier chez le personnel pouvant être exposé à des risques professionnels, a été développé sans rien révéler d'anormal.
Depuis un an, un spécialiste d'hygiène industrielle visite certains établissements et raffineries Esso pour étudier, en étroite liaison avec le département médical et le service sécurité de la Société, les problèmes soulevés par des produits pouvant être nocifs dans certaines conditions, ainsi que les questions de bruit, de pollution atmosphérique, etc.

## EXPLORATION ET PRODUCTION

### DOMAINE MINIER

A la fin de l'année 1965 Esso REP exerçait ses activités, soit directement, soit en association, sur onze permis de recherches couvrant une superficie totale de 14 796 km² (contre 14 382 à la fin de l'exercice 1964).
Les modifications les plus importantes intervenues en 1965 se rapportent à :
— l'obtention, par Esso REP, du permis du Béarn où les travaux seront menés en association partie avec RAP (1), partie avec SNPA ;
— la signature d'un contrat associant Esso REP aux travaux menés par RAP sur son permis des Cévennes ;
— la restitution de 50 % des surfaces relatives au permis de Béziers-Florensac.
Sur les 14 796 km² de superficie détenus au 31 décembre 1965, le permis des Landes représentait à lui seul 6 813 km², soit 46 % du total. Ce dernier permis étant arrivé à expiration le 20 février 1966, l'obtention de nouveaux périmètres devient un objectif essentiel pour le maintien, au cours des prochaines années, du niveau d'activité actuel. Deux nouvelles demandes ont été déposées pendant l'exercice 1965.
Compte tenu des pétitions plus anciennes pour lesquelles aucune décision n'était encore intervenue à la fin de l'exercice, c'est au total six demandes de permis de recherches qui se trouvaient au 31 décembre 1965 en cours d'instruction et qui portaient sur une superficie globale de 12 138 km² se répartissant selon le tableau ci-après.
Les demandes de permis relatives à Vic-en-Bigorre, à La Coubre et au Moyen-Adour se trouvent en concurrence partielle ou totale, sur les périmètres sollicités, avec des pétitions émanant d'autres sociétés de recherches.
Dans le domaine de l'exploitation, Esso REP a obtenu en 1965 deux nouvelles concessions d'une durée de cinquante ans pour les gisements de Lugos et de Mimizan, lesquelles s'ajoutent aux concessions déjà obtenues pour Parentis, Mothes et Cazaux.
Trois demandes sont encore en cours d'instruction. L'une concerne le gisement de Lavergne pour lequel une autorisation d'exploitation anticipée a été délivrée à Esso REP en septembre 1965, les deux autres portent respectivement sur le gisement de Lucats/Cabeil et sur l'extension vers le nord-est des limites de l'actuelle concession de Cazaux.

### EXPLORATION - EXPLOITATION

Les travaux de géologie ont concerné la continuation des levés de surface (stratigraphie et cartographie), commencés au cours des années précédentes sur le périmètre de Mauléon. Parallèlement à cette activité, des étu-

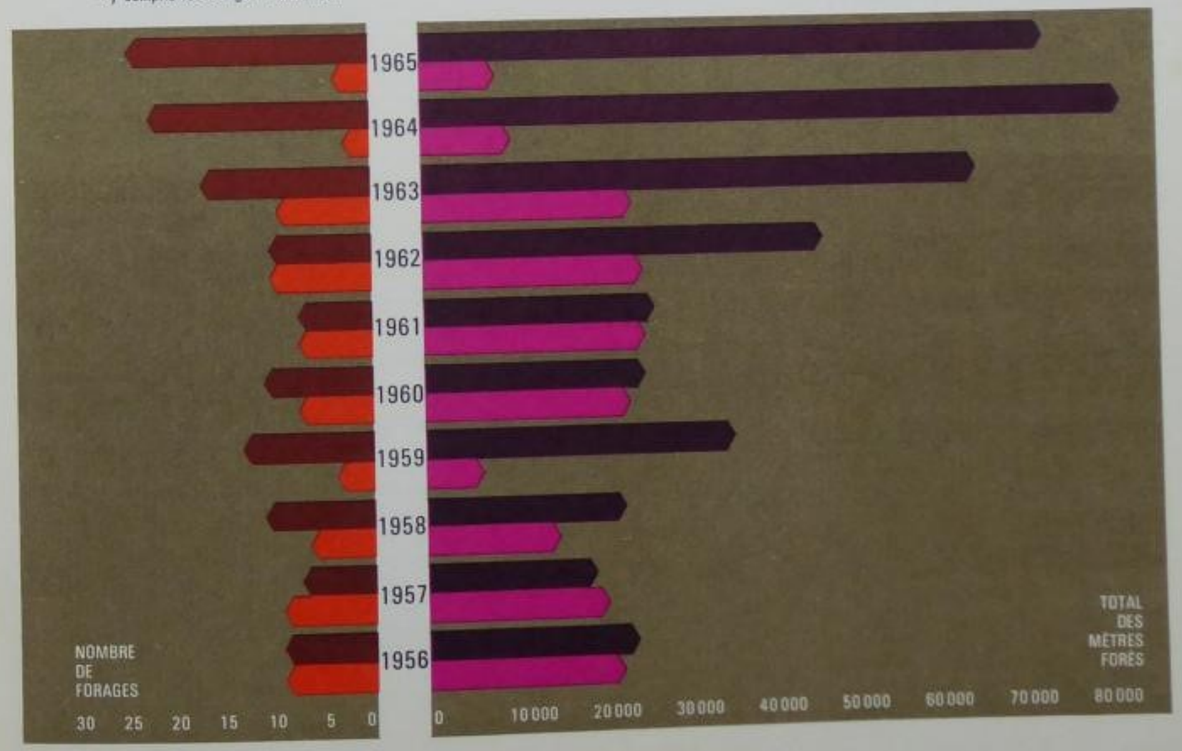
(1) Après fusion avec le Bureau de Recherches de Pétrole (BRP), la Régie Autonome des Pétroles (RAP) est devenue, à partir du 1er janvier 1966, l'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières (ERAP).



## FORAGES TERMINÉS ET PROFONDEURS FORÉES

| NOMBRE DE FORAGES | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EXPLORATION * | 10 | 8 | 12 | 14 | 12 | 8 | 11 | 18 | 27 | 28 |
| EXPLOITATION | 10 | 10 | 7 | 4 | 8 | 8 | 11 | 10 | 3 | 4 |
| TOTAL DES MÈTRES FORÉS | | | | | | | | | | |
| EXPLORATION * | 25 364 | 20 780 | 24 034 | 37 744 | 26 721 | 28 239 | 48 598 | 66 956 | 84 473 | 75 240 |
| EXPLOITATION | 23 762 | 22 024 | 16 225 | 7 269 | 24 784 | 27 159 | 27 013 | 25 340 | 10 968 | 9 275 |

* y compris les forages d'extension.



## PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT PAR ESSO REP

Tonnes

| | 1964 | 1965 |
|---|---|---|
| PARENTIS | 1 372 367 | 1 369 616 |
| CAZAUX | 495 164 | 619 635 |
| LAVERGNE | 107 429 | 162 614 |
| MOTHES | 126 246 | 105 803 |
| MIMIZAN | 34 395 | 33 854 |
| LUGOS | 27 937 | 27 682 |
| CABEIL | — | 22 378 |
| LUCATS | 3 457 | 2 982 |
| BOURRACHE | — | 112 |
| LA JAOUGUE | — | 20 |
| SAINT-TROSSE | 81 | — |
| | 2 167 076 | 2 344 696 |

## DEMANDES DE PERMIS DE RECHERCHES

| DÉSIGNATION DE LA DEMANDE | DATE | KM² | DÉPARTEMENTS CONCERNÉS |
|---|---|---|---|
| VIC-EN-BIGORRE | 31.10.1963 | 365 | Htes ET Bses-PYRÉNÉES, GERS |
| ANNECY * | 11. 2.1964<br>19. 8.1964 | 4 909 | Hte-SAVOIE, SAVOIE, ISÈRE, AIN |
| ST-GILLES<br>LA COUBRE | 26. 3.1964<br>17. 1.1964<br>19. 8.1964 | 796<br>4 723 | HÉRAULT, GARD, BOUCHES-DU-RHONE<br>SOUS-SOL DE LA MER AU LARGE DES COTES CHARENTAISES ET GIRONDINES |
| RÉBÉNACQ | 28. 6.1965 | 183 | Htes-PYRÉNÉES, BASSES-PYRÉNÉES |
| MOYEN ADOUR | 26. 8.1965 | 1 162 | Htes-PYRÉNÉES, BASSES-PYRÉNÉES, LANDES, GERS, Hte-GARONNE |
| | | 12 138 | |

* Le permis d'Annecy a été attribué à Esso REP sous la dénomination de "Permis du Haut Rhône" par décret du 14 février 1966 pour une superficie ramenée à 4 260 kilomètres carrés.

des géologiques régionales ont été faites tout au long de l'année.

L'activité géophysique a porté sur des levés à terre et des levés en mer. Seul le procédé sismique a été mis en œuvre. Les travaux ont comporté, en sismique terrestre, 460 km de profils (principalement sur le périmètre des Landes et sur celui de St-Mamert du Gard) et en sismique marine, 765 km de levés de détail sur le périmètre de Landes-Atlantique.

L'activité de forage, importante pendant le premier semestre, a été plus réduite au cours du second.

Sur les 22 puits d'exploration, 1 a été producteur et 1 est en essai de production après découverte d'un réservoir de faible potentiel. Sur les 6 puits d'extension, 3 ont été producteurs. En exploitation, 2 puits ont été producteurs. Sur les périmètres où elle est opérateur, Esso REP a foré 9 275 m de puits de développement et 75 240 m de puits d'exploration (extension comprise). En outre, Esso REP, en tant qu'associé non opérateur, a participé pour moitié dans 7 799 m de forages d'exploration réalisés par RAP et SNPA.

En 1965, Esso REP a donc été intéressée à 92 314 m de forages contre 108 200 en 1964, soit à 49 % du total des mètres forés en France dans l'année (188 000).

A la fin de l'année 1965, 76 puits étaient productifs pour l'ensemble des gisements, contre 72 à la fin de 1964 :

| | | | |
|---|---|---|---|
| — Parentis | 29 | — Mothes | 3 |
| — Cazaux | 29 | — Mimizan | 2 |
| — Lugos | 6 | — Cabeil | 2 |
| — Lavergne | 4 | — Lucats | 1 |

La production totale nette d'Esso REP a été de 2 344 696 tonnes, contre 2 167 076 tonnes en 1964.

Le développement des niveaux productifs du purbeckien de Cazaux s'est présenté de façon favorable. Par contre, une arrivée d'eau inopinée, dans le puits de Mothes 1, a entraîné la réduction de la production du champ.

Au 31 décembre, la production cumulée de pétrole brut depuis l'origine s'élevait à 16 283 934 tonnes.

### TRAVAUX PRÉPARATOIRES AUX RECHERCHES EN MER

La plateforme « Neptune-Gascogne » destinée à opérer sur le périmètre de Landes-Atlantique pour le compte de l'Association Esso REP, SNPA, CEP, a été construite par la Compagnie Française d'Entreprises, sur un chantier spécialement aménagé en bordure de la Seine, près de Petit-Couronne. Commencée en novembre 1964, elle a été mise à l'eau en juin 1965, puis transférée à Grand-Quevilly où ont été effectués des aménagements intérieurs ainsi que la pose du nombre maximum de sections de piles compatible avec le passage ultérieur de l'engin sous le pont de Tancarville. Début septembre, la plateforme a été remorquée jusqu'à l'embouchure de la Gironde où elle a été posée sur ses piles, dans 25 mètres d'eau, face aux falaises de Meschers en amont de Royan, avant montage des derniers éléments de piles et mise en place du matériel de forage.

Début décembre, la plateforme terminée a été remise à flot et transférée de l'autre côté de la Gironde en un lieu plus abrité, à proximité de Verdon, pour préparation du remorquage vers le premier emplacement de forage.

Du fait du retard pris pendant la construction (retard imputable, entre autres causes, aux aménagements de détail qu'il a été décidé d'apporter à la plateforme afin de la faire bénéficier des enseignements pratiques tirés de l'expérience d'engins de forage de même type actuellement en service), la livraison de l'appareil est intervenue à une période très défavorable du point de vue des conditions océanographiques. La mise en place d'un engin comme Neptune-Gascogne exige, en effet, qu'au moment de l'implantation en mer, l'amplitude de la houle soit au plus égale à 1 m 50. De telles conditions se rencontrant rarement dans le golfe de Gascogne en période d'hiver, il a fallu attendre le 11 mars 1966 pour que la plate-forme puisse être enfin installée sur son premier emplacement de forage. Cet emplacement, dénommé Antarès 1, est situé à 11 kilomètres de la côte et à environ 22 kilomètres à l'ouest du village de Parentis. Le forage est réalisé dans une profondeur d'eau d'environ 43 mètres.

La plateforme entièrement équipée et surmontée de son derrick représente un ensemble d'une hauteur de 130 mètres, d'un poids de 7 500 tonnes et d'un coût total supérieur à 45 millions de francs.

## APPROVISIONNEMENTS ET TRANSPORTS

### ACHATS DE PÉTROLE BRUT

Esso Standard S.A.F. a acheté un total de 7 722 700 tonnes de pétrole brut en 1965. Une partie de ce tonnage a été, soit échangée, soit cédée à des sociétés françaises.

La part des bruts provenant de la zone franc s'est élevée à plus de 4 millions de tonnes, soit 52,2 % du total des achats (contre 52,8 % en 1964). Elle comprend 2 341 000 tonnes de bruts d'Esso REP (contre 2 162 000 tonnes en 1964)et 1 652 000 tonnes de pétroles bruts sahariens (contre 1 736 000 tonnes en 1964).

Les pétroles bruts importés de l'étranger se sont montés à 3 692 000 tonnes, soit 47,8 % du total des achats, en augmentation de 190 000 tonnes sur 1964. Ils se répartissent en 1 262 000 tonnes de brut libyen, 1 008 000 tonnes de brut venezuélien et en 1 422 000 tonnes de brut du Moyen-Orient.

### IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS

Les importations de produits finis ont été d'environ 42 100 tonnes en 1965. Comme les années précédentes, elles ont surtout consisté en essence aviation, coupes pour la fabrication d'huiles spéciales et produits d'addition.

Les exportations de produits finis se sont élevées à 198 600 tonnes en 1965 contre 133 660 tonnes en 1964, soit une augmentation de 48,6 %.

Il y a lieu d'ajouter 182 000 tonnes de fuel destinées aux soutes des navires étrangers dans les ports français, 167 300 tonnes de carburéacteur pour l'avitaillement des avions de compagnies aériennes étrangères sur les aérodromes français et 59 000 tonnes de lubrifiants et bitumes destinées à l'Afrique du Nord.

### TRANPORTS MARITIMES

La composition de la flotte d'Esso Standard S.A.F. n'a pas varié au cours de l'exercice 1965. Les améliorations entreprises en 1964 par la modification des étraves et la pose de bulbes se sont poursuivies et achevées et les performances à la mer s'en sont trouvées accrues.

Le tonnage de pétrole brut et de produits finis transporté par navires longcourriers a atteint 7 301 000 tonnes environ, en progression de plus de 6 % sur l'année précédente. Dans ce total, les transports, effectués par navires en propriété, affrétés à long terme ou en voyages consécutifs ont représenté 4 947 000 tonnes, la part des navires affrétés au voyage se montant à 2 354 000 tonnes.

L'ensemble des transports se répartit en 5 503 000 tonnes correspondant aux besoins propres d'Esso Standard S.A.F. et 1 798 000 tonnes pour d'autres Sociétés du Groupe, dans le cadre des échanges qui assurent une grande souplesse dans la gestion des flottes. Au cours des exercices précédents, ces échanges avaient en outre permis d'absorber l'excédent de tonnage de la flotte d'Esso Standard S.A.F. par rapport aux besoins propres. En 1965, les besoins n'ont laissé place à aucun excédent et un déficit léger a même été observé en fin d'exercice.

En prévision des besoins futurs et compte tenu de l'évolution des flottes vers des navires de grande taille associée à l'amélioration des moyens portuaires, il a été décidé, en décembre 1965, de commander un super-pétrolier de 170 800 tonnes de port en lourd. Conformément au contrat signé au mois de mars suivant, ce navire sera livré en 1968.

### APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Le réseau de distribution Esso, dont les besoins se sont accrus d'environ 13 % par rapport à 1964, a été ravitaillé

## APPROVISIONNEMENTS EN PÉTROLE BRUT

| | 1963 | | 1964 | | 1965 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TONNES | % | TONNES | % | TONNES | % |
| **ZONE FRANC** | | | | | | |
| MÉTROPOLE | 1 864 265 | 27,2 | 2 161 659 | 29,1 | 2 341 082 | 30,3 |
| SAHARA | 1 549 654 | 22,6 | 1 736 345 | 23,4 | 1 652 291 | 21,4 |
| GABON | — | — | 18 791 | 0,3 | 36 948 | 0,5 |
| **TOTAL** | **3 413 919** | **49,8** | **3 916 795** | **52,8** | **4 030 321** | **52,2** |
| **IMPORTATIONS** | | | | | | |
| MOYEN-ORIENT | 1 313 729 | 19,2 | 1 322 795 | 17,8 | 1 422 423 | 18,4 |
| VENEZUELA | 846 113 | 12,4 | 962 170 | 13,0 | 1 007 811 | 13,1 |
| LIBYE | 1 272 245 | 18,6 | 1 216 993 | 16,4 | 1 262 177 | 16,3 |
| **TOTAL** | **3 432 087** | **50,2** | **3 501 958** | **47,2** | **3 692 411** | **47,8** |
| **TOTAL DES ACHATS** | **6 846 006** | **100** | **7 418 753** | **100** | **7 722 732** | **100** |
| dont : Pétrole brut cédé à d'autres raffineries. | 761 896 | | 729 967 | | 319 183 | |
| Pétrole brut pour raffinage Esso. (stocks flottants compris) | 6 084 110 | | 6 688 786 | | 7 403 549 | |

Notes :

(1) Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les quantités suivantes de pétrole brut expédiées dans les raffineries Esso pour raffinage pour le compte de tiers :
381 934 tonnes métriques en 1963
262 298 tonnes métriques en 1964
340 484 tonnes métriques en 1965

(2) Les tonnages reçus dans le cadre des échanges de brut conclus avec des confrères raffineurs figurent dans le total des achats.
Les quantités restituées sont incluses dans la rubrique "Pétrole brut cédé à d'autres raffineries"

## TRANSPORTS DE PRODUITS FINIS

| | 1963 | | 1964 | | 1965 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TONNES | % | TONNES | % | TONNES | % |
| PIPELINE | 645 208 | 15,1 | 838 825 | 17,7 | 987 954 | 17,9 |
| VOIE FLUVIALE | 1 059 877 | 24,9 | 1 037 979 | 22,0 | 1 401 256 | 25,2 |
| VOIE FERRÉE | 1 409 207 | 33,0 | 1 675 630 | 35,3 | 1 849 739 | 33,3 |
| ROUTE | 1 150 790 | 27,0 | 1 185 275 | 25,0 | 1 303 800 | 23,6 |
| **TOTAL** | **4 265 082** | **100** | **4 737 709** | **100** | **5 542 749** | **100** |



dans des conditions satisfaisantes directement ou par échanges, à partir des raffineries de Port-Jérôme et de Bordeaux, pendant toute l'année et de Fos-sur-Mer à compter du deuxième semestre 1965.
Les accords bilatéraux négociés avec les confrères raffineurs sont effectivement entrés en vigueur le 1er avril 1965. Ils ont permis de continuer à assurer la mise en place économique des produits réalisée antérieurement par accords multilatéraux.

### TRANSPORTS INTÉRIEURS

Les transports intérieurs de produits finis en vrac ont porté sur un tonnage total de plus de 5 542 000 tonnes, soit une progression de 17 % par rapport à 1964. Le tableau ci-contre indique les variations, par moyen de transport, au cours des trois dernières années.
La société d'Études du Pipeline Méditerranée-Rhône a été transformée en société anonyme en mai 1965. La part d'Esso Standard S.A.F. dans le capital de cette société est de 14,167 % dont une partie sera rétrocédée à Esso Standard Switzerland. Les Pouvoirs Publics avaient donné en août 1964 un accord de principe sur les caractéristiques techniques du projet, mais avaient subordonné leur accord définitif à la mise au point de certaines modalités. Ces modalités sont maintenant, soit pour la plupart réglées, soit en voie de règlement et il est permis d'espérer que l'autorisation de construire pourra être décernée prochainement par les autorités compétentes.
La Société TRAPIL, dont Esso Standard S.A.F. est actionnaire, a mis en service en septembre 1965 le tronçon de la troisième conduite de 50 centimètres de diamètre entre Petit-Couronne et Port-Jérôme. Ce prolongement et le renforcement des moyens de pompage ont porté la capacité mensuelle de transport de TRAPIL de 650 000 tonnes à 900 000 tonnes.
Le Pipeline du port de Strasbourg, mis en service en juin 1964, relie les terminaux des raffineries de Strasbourg aux dépôts situés au port pétrolier. Esso Standard S.A.F. l'a utilisé pour le transport d'environ 80 000 tonnes en 1965.
En ce qui concerne les moyens de transports fluviaux, le pousseur « Esso Lutèce » mis en service fin 1964 a été exploité à pleine capacité pendant toute l'année 1965.
La programmation des trains à horaire fixe sur certaines liaisons a été poursuivie et le parc de wagons-citernes a boggies a été encore augmenté. Le nombre de ces wagons-citernes atteint maintenant 383, soit 26 % de la capacité totale du parc Esso. En outre, 13 wagons à boggies appartenant à la Société et en cours de livraison sont prévus pour transporter des gaz liquéfiés.

### TARIFS DE TRANSPORTS

Une augmentation générale des tarifs des chemins de fer, de 5,127 %, a été mise en application le 31 mai 1965. Les tarifs appliqués dans les transports fluviaux d'hydrocarbures ont été majorés d'environ 5 % au cours du second semestre 1965 pour les transports effectués dans la zone située au nord de Lyon. Les prix des transports routiers en vrac sont pratiquement restés stables.

### ACHATS DE MATÉRIEL

L'activité du Département des Achats s'est trouvée accrue du fait de la réalisation des importants projets d'Esso Standard S.A.F. en matière de raffinage et de pétrochimie.
La valeur globale des factures passées pour tous les produits autres que les produits pétroliers s'élève, pour 1965, à plus de F 238 000 000, soit une augmende près de 5 % sur 1964.
Dans ce total sont comprises : la valeur du matériel importé pour les besoins d'Esso Standard S.A.F., soit F 10 000 000 et la valeur du matériel acheté en France pour le compte de filiales de la Standard Oil Co (N.J.), payable en devises et exporté, soit F. 8 510 000.

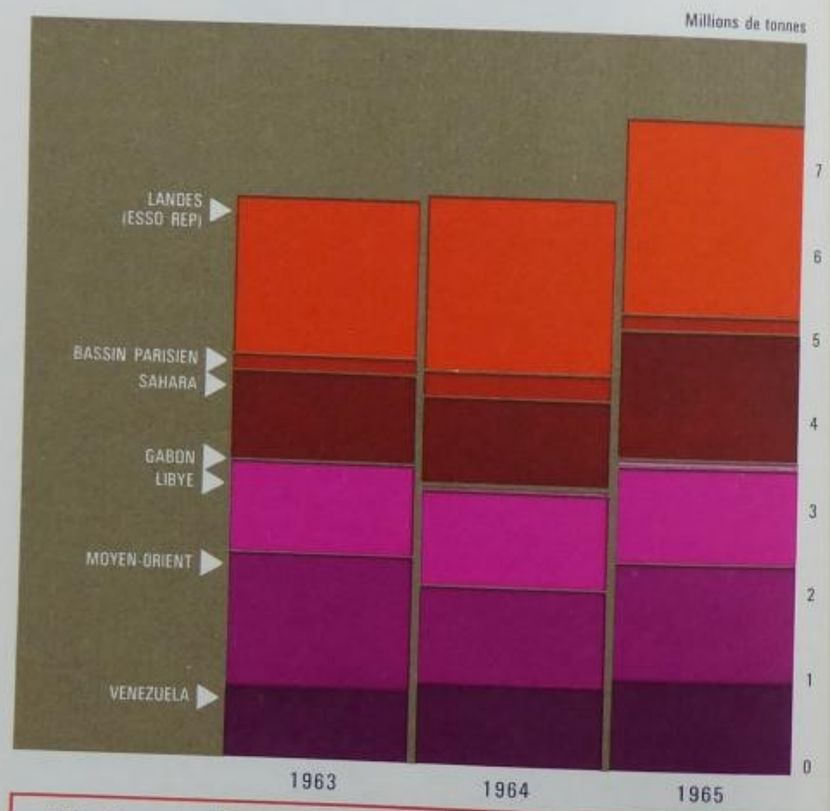
## RAFFINAGE

Le tonnage de pétrole brut distillé en 1965 dans les raffineries a été de 7 579 000 tonnes, soit une augmentation de 13,7 % par rapport à 1964.
Cet accroissement des quantités traitées a été obtenu grâce à une augmentation de 9 % de l'activité des raffineries de Port-Jérôme et de Bordeaux, d'une part et à la mise en service d'une troisième raffinerie à Fos-sur-Mer, d'autre part.
La part des bruts de la zone franc (métropole, Sahara, Gabon) mis en œuvre dans les raffineries a atteint 53 %, dépassant ainsi le pourcentage de 50,8 % enregistré en 1964.
Les autres bruts distillés étaient constitués en particulier de bruts de Libye, du Moyen-Orient et du Venezuela.

### RAFFINERIE DE PORT-JÉROME

En 1965, la raffinerie de Port-Jérôme a traité 4 655 000 tonnes de pétrole brut, contre 4 284 000 tonnes en 1964.

# PÉTROLE BRUT TRAITÉ DANS LES RAFFINERIES DE PORT-JÉROME BORDEAUX FOS (SEPT. A DÉC. 1965)




| Origine * | TONNES | % | TONNES | % | TONNES | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ZONE FRANC** | | | | | | |
| LANDES (ESSO REP) | 1 851 720 | 28,3 | 2 108 778 | 31,6 | 2 267 634 | 29,9 |
| BASSIN PARISIEN | 100 115 | 1,5 | 164 257 | 2,5 | 171 191 | 2,3 |
| SAHARA | 1 045 553 | 15,9 | 1 089 652 | 16,4 | 1 541 180 | 20,3 |
| GABON | — | | 18 803 | 0,3 | 36 948 | 0,5 |
| **TOTAL** | 2 997 388 | 45,7 | 3 381 490 | 50,8 | 4 016 953 | 53,0 |
| **IMPORTATIONS** | | | | | | |
| LIBYE | 1 130 664 | 17,3 | 1 149 600 | 17,2 | 1 152 475 | 15,2 |
| MOYEN-ORIENT | 1 569 857 | 24,0 | 1 191 337 | 17,9 | 1 394 544 | 18,4 |
| VENEZUELA | 853 605 | 13,0 | 940 164 | 14,1 | 1 014 742 | 13,4 |
| **TOTAL** | 3 554 126 | 54,3 | 3 281 101 | 49,2 | 3 561 761 | 47,0 |
| **TOTAL BRUT TRAITÉ** | 6 551 514 | 100 | 6 662 591 | 100 | 7 578 714 | 100 |

* Des différences apparaissent entre les tonnages de brut traités et les tonnages destinés aux raffineries de Port-Jérôme, Bordeaux et Fos tels qu'ils sont indiqués au tableau du chapitre "Approvisionnement et transports" page 17, qui comprend, en effet, les tonnages en cours de route ou en stock dans les raffineries, et exclut les quantités de brut reçues pour raffinage pour le compte de tiers.



# PRODUCTION DES RAFFINERIES DE PORT-JÉROME BORDEAUX FOS (SEPT. A DÉC. 1965)

PRODUITS CONSOMMÉS EN RAFFINERIE EXCLUS.

Milliers de tonnes

| PRODUITS | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|
| GAZ DE RAFFINERIE POUR GAZ DE FRANCE | 51 | 51 | 58 | 62 | 69 |
| GAZ LIQUÉFIÉS | 194 | 186 | 213 | 217 | 216 |
| CARBURANTS AUTO | 1 075 | 977 | 1 098 | 1 110 | 1 301 |
| ESSENCE AVIATION ET CARBURÉACTEUR | 322 | 186 | 295 | 292 | 414 |
| PÉTROLE | 10 | 6 | 7 | 10 | 7 |
| ESSENCES SPÉCIALES ET WHITE SPIRIT | 21 | 22 | 19 | 22 | 29 |
| GAS OIL | 403 | 448 | 570 | 475 | 474 |
| FUEL DOMESTIQUE | 677 | 927 | 1 163 | 1 355 | 1 487 |
| FUEL LÉGER | 383 | 373 | 413 | 311 | 315 |
| FUELS LOURDS | 1 225 | 1 240 | 1 375 | 1 383 | 1 671 |
| LUBRIFIANTS | 188 | 198 | 216 | 228 | 206 |
| BITUMES | 340 | 345 | 356 | 432 | 428 |
| PRODUITS CHIMIQUES | 79 | 145 | 177 | 228 | 253 |
| **TOTAL** | 4 968 | 5 104 | 5 960 | 6 125 | 6 870 |

Cette augmentation résulte d'une utilisation maximum de toutes les installations pendant l'ensemble de l'année. 1965 a été, comme les années précédentes, caractérisée par de très hauts niveaux de distillation pendant les mois d'hiver. En outre, des stockages importants de distillats ont été constitués en été pour faire face à la demande en toutes circonstances.
L'étude du projet de modernisation s'est poursuivie activement durant toute l'année. Ce projet consiste à remplacer les anciennes unités de distillation par un ensemble moderne qui doit être mis en service fin 1966.

## RAFFINERIE DE BORDEAUX

Environ 2 582 000 tonnes de pétrole brut ont été distillées à Bordeaux contre 2 379 000 en 1964.
Cette raffinerie a été exploitée au maximum de sa capacité, régulièrement sur l'ensemble de l'année, ce qui a permis d'absorber la quasi totalité de la production accrue d'Esso REP.

### RAFFINERIE DE FOS-SUR-MER

Au cours de l'année 1965, une nouvelle raffinerie a été mise en service à Fos-sur-Mer.

Cette raffinerie, d'une capacité de 3 000 000 de tonnes, est d'une conception nouvelle, basée sur une intégration thermique très poussée des diverses unités (unités de distillation, reforming et cracking catalytiques) et a été prévue pour traiter un mélange de bruts de Libye et du Moyen-Orient.

Les travaux de construction ont été terminés au cours du troisième trimestre. Les opérations de mise en route ont débuté en septembre et la plupart des installations sont entrées progressivement en service au cours du quatrième trimestre.

En outre, un dépôt d'expédition relié par pipeline à la raffinerie, a été créé au port de Lavéra et permet une évacuation par mer des produits blancs, noirs et gaz liquéfiés.

### RAFFINERIE DE LA MAILLERAYE

En 1965, environ 54 800 tonnes d'huiles, graisses et produits spéciaux ont été fabriquées à la raffinerie de la Mailleraye.

## PRODUITS CHIMIQUES

Comme en 1964, les installations de fabrication de produits chimiques d'Esso Standard S.A.F. ont fonctionné à pleine capacité, aucune installation nouvelle n'ayant été mise en service au cours de l'année. Seuls des accroissements limités de production ont été obtenus par aménagement de certaines installations.

Les tonnages de produits chimiques vendus en 1965 ont atteint 296 000 tonnes, contre 267 000 tonnes en 1964, soit 192 millions de francs contre 175 millions de francs l'année précédente. A ces chiffres, il y a lieu d'ajouter les tonnages d'essences spéciales et de white spirit qui se sont élevés à 27 000 tonnes en 1965 contre 21 000 tonnes en 1964.

L'activité s'est développée sur le marché intérieur français de 8 % en tonnage, le chiffre d'affaires étant resté pratiquement identique, du fait des baisses de prix intervenues d'une année sur l'autre. A l'exportation, les tonnages avec 40.000 tonnes contre 26.000 tonnes en 1964 sont en augmentation de 55 %, le chiffre d'affaires, en accroissement de 73 %, étant passé de 20,6 millions de francs à 35,6 millions de francs. Les exportations de produits ont donc représenté 18 % de cette activité, au lieu de 11 % en 1964.

Les installations productrices d'éthylène, propylène et butadiène ont fonctionné à pleine capacité et les tonnages produits ont dépassé ceux de l'année précédente. Des importations complémentaires de propylène et de butadiène ont été réalisées en vue de répondre à la demande des usines françaises consommatrices. Les tonnages d'oléfines et de dioléfines vendues sur le marché français ont ainsi augmenté de plus de 13 %.

Les ventes d'hydrocarbures aromatiques, orthoxylène et paraxylène à 99 % de pureté, ont été satisfaisantes. Les tonnages d'orthoxylène sont en hausse de 25 %.

Par contre, les tonnages de paraxylène vendus sur le marché français se sont révélés légèrement inférieurs au chiffre de 1964. Ce produit est une matière première utilisée dans la fabrication de fibres de synthèse et la stagnation des ventes traduit les difficultés rencontrées par l'industrie textile en France. En revanche, plus de 10 000 tonnes de paraxylène ont pu être exportées, dont presque la moitié à destination des États-Unis.

La production de l'usine d'Escane, matière de base pour la fabrication de détergents de synthèse, a encore augmenté. La moitié de la production est maintenant exportée.

Les ventes de solvants aliphatiques ont progressé sur un marché qui est resté pratiquement stationnaire en 1965. Celles de solvants aromatiques se sont développées rapidement, notamment en ce qui concerne le Solvesso xylène et le Solvesso toluène, ce dernier produit étant importé de l'usine d'aromatiques d'Esso Nederland à Rotterdam.

Enfin, les ventes sur le marché français d'additifs pour lubrifiants ont également dépassé celles de l'année précédente. Les exportations se sont développées d'une façon spectaculaire pour atteindre un niveau trois fois supérieur à celui de l'année 1964.

Les ventes de caoutchouc Esso butyl sur le marché français ont diminué de 15 % par suite de la concurrence de nouvelles usines produisant maintenant régulièrement en Europe. Rappelons qu'Esso Standard S.A.F. assure la commercialisation, en France seulement, du caoutchouc Esso butyl produit par la Société du Caoutchouc Butyl (SOCABU).

Le développement des ventes des résines de pétrole Escorez produites à l'usine de la Standard-Kuhlmann à l'Estaque a été satisfaisant, tant en France qu'à l'exportation. En fait, elles ont été limitées par la capacité de production de cette installation.

Il y a lieu de signaler enfin une réduction des ventes de matières premières brutes par suite de la suppression d'importations de concentrat aromatique vendu pour la fabrication de noir de carbone (carbon black).

Esso Standard S.A.F., dont la production se trouve limitée actuellement par la capacité de ses installations, réalise un important effort d'investissement en vue de l'accroître. Une nouvelle usine de résines de pétrole Escorez à Port-Jérôme, d'une capacité de 25.000 tonnes par an, a été achevée et mise en route.

Par ailleurs, l'engineering de la nouvelle unité de steam cracking ayant une capacité de production de 200 000 tonnes d'éthylène par an, confié à la Société Parsons Heurtey, progresse de façon satisfaisante. Les travaux de construction sont en cours à Port-Jérôme, la mise en service étant prévue début 1967.

Des extensions de capacité sont également entreprises sur l'usine d'aromatiques. Par ailleurs, Esso Standard S.A.F. a décidé la construction à Port-Jérôme d'une nouvelle unité d'acides sulfoniques, produits principalement utilisés sous forme de sulfonats comme matières premières pour la fabrication d'additifs détergents pour huiles moteurs.

## SOMMES DÉPENSÉES POUR LES RECHERCHES DE LABORATOIRE

## RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENTS

En 1965, le montant total des dépenses de recherche a atteint 11,7 millions de francs. La part de ces dépenses effectuées pour le compte d'Esso Research and Engineering Company dans le cadre du contrat d'assistance technique conclu entre cette Société et Esso Standard S.A.F. a été supérieure à la moyenne de ces dernières années.

La fin de 1965 a été marquée par la mise en service de l'extension des laboratoires de physico-chimie. Le bâtiment, qui comporte 3 étages sur sous-sol procure une surface de travail supplémentaire de 1 870 mètres carrés. Le rez-de-chaussée est réservé aux travaux sur élastomères et résines. L'étage intermédiaire est occupé par les services de recherche sur les produits pétroliers. Au troisième étage est installé le laboratoire analytique qui a été transféré de Port-Jérôme. En 1965, la cafeteria et le bâtiment administratif ont été également agrandis.

Toutes les activités opérationnelles de recherches et développements sont maintenant concentrées à Mont-Saint-Aignan, à l'exception d'un laboratoire moteurs pour les essais de routine et du laboratoire semi-industriel qui sont restés à Port-Jérôme.

Les travaux de recherche ont porté, dans le domaine des carburants, sur l'amélioration des performances, l'utilisation de l'essence de steam cracking et, dans le domaine des fuels, sur l'amélioration de la propreté de combustion et la pollution atmosphérique.

Dans le domaine des lubrifiants, si une large part de l'activité a été affectée à l'amélioration des huiles moteurs, une part croissante est consacrée aux spécialités : huiles isolantes, huiles pour turbines, compresseurs, réfrigérateurs et huiles blanches.

La majeure partie de l'activité de recherche sur les additifs a concerné un nouveau procédé de fabrication d'acides sulfoniques et de sulfonats synthétiques. Ce nouveau procédé est utilisé dans une unité en cours de construction à la raffinerie de Port-Jérôme. Par ailleurs, de nouvelles possibilités d'utilisation des additifs font l'objet de différentes études.

Dans le domaine des produits chimiques, les travaux ont concerné principalement la fabrication et les applications des résines de pétrole. La technologie développée en 1965 et antérieurement a été appliquée à la nouvelle unité de fabrication de résines Escorez construite à Port-Jérôme.

Un procédé de copolymérisation des résines Escorez avec des produits possédant des fonctions carboxyliques a été développé et atteint un stade de production industriel. Ces nouveaux copolymères ont de très intéressantes applications, notamment dans le domaine des peintures et vernis.

Les travaux concernant les élastomères (caoutchouc Butyl et caoutchouc EPT) ont été principalement du type service au client, une attention particulière ayant été portée aux applications du Butyl en feuilles dans l'industrie du bâtiment.

Dans le domaine des détergents, les études ont porté sur le procédé de fabrication et la qualité de nouveaux détergents biodégradables.

## ACTIVITÉS COMMERCIALES

En 1965, les besoins totaux français (civils, militaires, soutes, exportations et consommations des raffineries) en produits pétroliers (besoins de la pétrochimie exclus), ont été de 64 300 000 tonnes contre 56 200 000 tonnes en 1964, soit une augmentation de 14,4 %, alors que, de 1962 à 1963, la progression avait été de 14,2 % et de 1963 à 1964, de 13,6 %.

La consommation de produits pétroliers (besoins de la pétrochimie exclus) sur

# VENTES TOTALES

ESSO STANDARD S.A.F.

CORRESPONDANT
AU CHIFFRE D'AFFAIRES
COMMERCIAL

| | 1961 | | 1962 | | 1963 | | 1964 | | 1965 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Milliers de tonnes | % | Milliers de tonnes | % | Milliers de tonnes | % | Milliers de tonnes | % | Milliers de tonnes | % |
| GAZ LIQUÉFIÉS | 174 | 3,4 | 185 | 3,3 | 210 | 3,4 | 217 | 3,2 | 220 | 2,9 |
| CARBURANTS AUTO | 1 261 | 24,6 | 1 355 | 24,0 | 1 391 | 22,7 | 1 479 | 22,2 | 1 581 | 21,1 |
| ESSENCE AVIATION ET CARBURÉACTEURS | 282 | 5,5 | 281 | 5,0 | 361 | 5,9 | 347 | 5,2 | 418 | 5,6 |
| PÉTROLE | 52 | 1,0 | 45 | 0,8 | 37 | 0,6 | 11 | 0,2 | 10 | 0,1 |
| ESSENCES SPÉCIALES ET WHITE SPIRIT | 20 | 0,4 | 24 | 0,4 | 18 | 0,3 | 21 | 0,3 | 27 | 0,4 |
| GAS OIL | 398 | 7,8 | 435 | 7,7 | 473 | 7,7 | 390 | 5,9 | 352 | 4,7 |
| FUEL DOMESTIQUE | 684 | 13,4 | 887 | 15,7 | 1 101 | 17,9 | 1 261 | 18,9 | 1 494 | 19,9 |
| FUEL LÉGER | 381 | 7,4 | 372 | 6,6 | 357 | 5,8 | 332 | 5,0 | 380 | 5,1 |
| FUELS LOURDS | 1 027 | 20,1 | 1 117 | 19,7 | 1 043 | 17,0 | 1 273 | 19,1 | 1 599 | 21,3 |
| LUBRIFIANTS | 178 | 3,5 | 200 | 3,5 | 223 | 3,6 | 236 | 3,5 | 231 | 3,1 |
| BITUMES | 418 | 8,2 | 359 | 6,4 | 445 | 7,3 | 464 | 7,0 | 450 | 6,0 |
| PRODUITS CHIMIQUES | 109 | 2,1 | 192 | 3,4 | 210 | 3,4 | 267 | 4,0 | 296 | 3,9 |
| SPÉCIALITÉS AGRICOLES | 5 | 0,1 | 6 | 0,1 | 6 | 0,1 | 6 | 0,1 | 6 | 0,1 |
| AUTRES PRODUITS | 43 | 0,8 | 51 | 0,9 | 68 | 1,1 | 130 | 1,9 | 201 | 2,6 |
| SOUTES | 87 | 1,7 | 144 | 2,5 | 198 | 3,2 | 232 | 3,5 | 239 | 3,2 |
| TOTAL | 5 119 | 100 | 5 653 | 100 | 6 141 | 100 | 6 666 | 100 | 7 504 | 100 |



le marché intérieur français a augmenté de 4 600 000 tonnes pour atteindre 45 300 000 tonnes, soit un accroissement de 11,3 % par rapport à 1964, faisant suite à une progression de 16 % entre 1963 et 1964. La progression, très variable selon les produits, a été encore très marquée pour les fuels domestiques et lourds.
Les ventes totales d'Esso Standard S.A.F. (pétrochimie exclue) se sont élevées à 7 208 000 tonnes. La part de ces ventes sur le marché intérieur a été de 6 395 000 tonnes, soit une progression de 12,9 % par rapport à 1964.

## PRODUITS BLANCS

La consommation de carburants s'est développée de 8,3 %, taux légèrement inférieur à celui enregistré en 1964. Il est à noter que, pour la première fois, la consommation d'essence auto a marqué un léger recul de 0,7 % par rapport à l'année précédente, tout l'accroissement s'étant fait au bénéfice du supercarburant dont la consommation a progressé de 18,6 % et a dépassé celle d'essence auto.
Les ventes Esso ont représenté 18,4 % des ventes totales de carburants auto, soit un léger accroissement de 0,3 % par rapport à 1964. On peut penser que ce gain est dû aux efforts entrepris pour l'amélioration de la qualité des carburants et soutenus par la campagne de publicité « Tigre ». L'Esso Extra demeure le supercarburant le plus vendu.
Le marché des essences aviation a continué à décroître, avec une baisse de 9 % par rapport à 1964, alors que le marché des carburéacteurs s'est encore développé de 8 %. Les marchés de ces deux produits ont porté sur 110 000 mètres cubes pour les essences aviation, et 1 100 000 mètres cubes pour les carburéacteurs. Pour l'ensemble de ces deux produits, les ventes Esso ont correspondu à 27,3 % du marché.
Le taux d'accroissement de la consommation de gas oil a été de 9,2 % en 1965. Comme pour les carburants auto, ce taux est légèrement inférieur à celui enregistré en 1964.
Les ventes Esso de gas oil ont progressé sensiblement par rapport à 1964 et ont représenté 12,3 % du marché.

## FUELS

Bien que 1965 ait été de 7 % moins froid que 1964, la consommation de fuel domestique s'est développée à un rythme très élevé et a dépassé de 25 % celle de 1964. A elle seule, cette progression représente 70 % de la progression de l'ensemble du marché pétrolier.
La consommation de fuels lourds dans l'industrie a progressé de 13 %, alors que, par suite d'une bonne hydraulicité, les consommations de fuels lourds de l'E.D.F. ont baissé de 12 %. Au total, les consommations de fuels lourds ont progressé de 4,7 % en 1965.
La concurrence sévère rencontrée sur le marché du fuel domestique n'a pas permis à Esso Standard SAF de maintenir, dans des conditions économiques acceptables, sa position de 1964. Les ventes Esso ont progressé de 23 %, taux d'accroissement inférieur à celui du marché. Sur le marché des fuels lourds, une baisse importante de la position Esso en ce qui concerne les fournitures à L'E.D.F. a pu être compensée par une augmentation des ventes aux industries. Globablement, Esso Standard SAF a fourni 12,5 % du marché des fuels lourds. Les ventes de fuel léger ont progressé favorablement, et ont représenté 13,7 % du marché.

## LUBRIFIANTS ET BITUMES

Le marché des lubrifiants s'est développé à un rythme nettement plus lent en 1965 qu'au cours des années précédentes, la progression n'ayant été que 1,8 % par rapport à 1964. Les ventes Esso ont correspondu à 27 % du marché en 1965.
Le marché des bitumes n'a augmenté que de 4 %, en raison des conditions atmosphériques défavorables qui ont prévalu au cours de l'année 1965. La tendance au développement des crédits routiers se confirme et permet d'espérer des consommations de bitumes sensiblement croissantes au cours des prochaines années. La part des ventes Esso, en 1965, a été de 21,5 %.

## SPÉCIALITÉS AGRICOLES

Les conditions climatiques de l'année 1965 n'ont pas favorisé l'emploi des produits antiparisitaires, notamment les fongicides pour la viticulture.
La concurrence s'est encore accrue, particulièrement en ce qui concerne les désherbants hormonés. Les ventes d'Esso Standard S.A.F. pour l'ensemble des produits ont néanmoins progressé de 10 % environ.
Les ventes de Mulch pétrolier se développent, particulièrement pour les cultures maraîchères méridionales et les maïs de semences. Elles ont progressé de 10 % par rapport à l'année précédente.

## EXPLOITATION ET DISTRIBUTION

Poursuivant sa politique d'augmentation des capacités de stockage dans les dépôts de distribution, Esso Standard S.A.F. a ajouté 55 600 mètres

cubes nouveaux aux 393 000 mètres cubes existant fin 1964. La majeure partie de ces nouveaux stockages est destinée à pallier les variations saisonnières de la consommation, principalement pour le fuel domestique. Fin 1965, Esso Standard S.A.F. disposait ainsi d'un stockage total de 448 600 m³ dans ses dépôts de distribution.

Un nouveau dépôt a été mis en service au Port de Paris, caractérisé d'une part par sa spécialisation dans le domaine des combustibles fluides (fuel domestique et fuel léger), et d'autre part par son exploitation en libre-service. L'ancien dépôt de Draguignan a été fermé et son activité reportée sur les dépôts voisins.

Le parc de camions-citernes Esso assurant l'approvisionnement du réseau de distribution et de la clientèle comprenait, fin 1965, 175 véhicules, dont 108 gros porteurs articulés de 22.000 à 31.000 litres, et 67 camions-citernes de 12.000 à 14.000 litres. A ce parc s'ajoutent 46 véhicules sous contrat de louage de plusieurs années.

Une action a été entreprise au cours de 1965 pour améliorer la productivité des opérations d'exploitation des dépôts et de livraison par camion-citernes. Cet effort a pour support une modernisation progressive des moyens d'exploitation, notamment par installation de matériel de déchargement accéléré pour wagons-citernes et de compteurs sur les postes de chargement des camions-citernes.

Le nombre de stations-service restant toujours limité par la réglementation de 1959, l'effort principal a porté sur l'amélioration de la présentation des points de vente et, dans ce cadre, l'application des nouvelles normes Esso, commencée en 1964, s'est poursuivie au cours de l'année 1965.

## COMMENTAIRES FINANCIERS

Les résultats financiers de l'exercice 1965 sont présentés conformément aux prescriptions du décret du 28 octobre et du décret du 29 novembre 1965 relatif à l'information des actionnaires et du public. En conséquence, les analyses financières dont il est fait état dans les présents commentaires tiennent compte des modifications qui ont été rendues nécessaires par ces nouvelles obligations. Les statistiques se rapportant aux exercices antérieurs ont été, le cas échéant, corrigées afin de rendre cohérente la comparaison des données.

Au cours de l'exercice 1965, la conjonction de l'augmentation des investissements et de la diminution des ressources internes de financement, due à la baisse des résultats d'exploitation, a entraîné un appel à de nouveaux fonds d'emprunt à moyen terme ainsi que la réduction du fonds de roulement.

## LES INVESTISSEMENTS ET LES MOYENS DE FINANCEMENT

### A – LES INVESTISSEMENTS

#### 1. *IMMOBILISATIONS*

Le total des dépenses d'immobilisations des trois dernières années s'est élevé à F 431,3 millions, dont 43 % au titre de l'exercice 1965.

Pour les différentes activités, elles s'analysent de la façon suivante :

**Raffinage, pétrochimie et laboratoires**

Les investissements consacrés à ces activités ont représenté, en 1965, 68 % du total des dépenses d'immobilisations de la Société, soit un pourcentage voisin de celui de l'année précédente. Ils ont concerné essentiellement l'achèvement de la construction de la raffinerie de Fos et la modernisation de la raffinerie de Port-Jérôme.

**INVESTISSEMENTS**
Millions de francs

| | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|
| RAFFINAGE, PÉTROCHIMIE ET LABORATOIRES | 50,5 | 104,2 | 124,6 |
| DISTRIBUTION ET TRANSPORTS INTÉRIEURS | 39,7 | 43,2 | 55,6 |
| TRANSPORTS MARITIMES | 0,8 | 1,0 | 1,2 |
| ADMINISTRATIF | 1,5 | 6,7 | 2,3 |
| **TOTAL** | 92,5 | 155,1 | 183,7 |

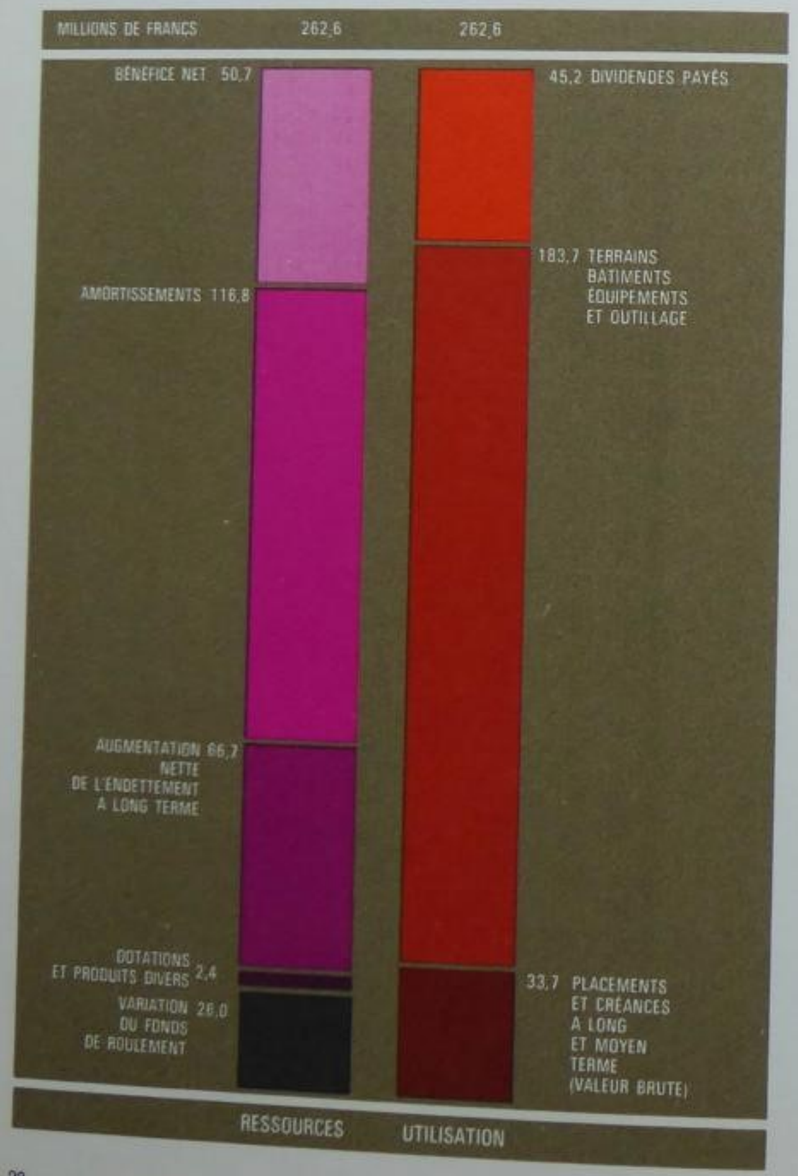


## ANALYSE DES VENTES

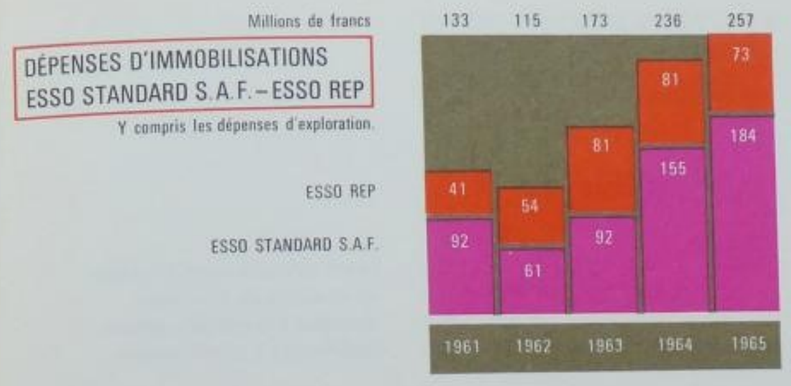
Certains chiffres des années 1961 à 1964 ont été modifiés afin de les rendre comparables à ceux de 1965, présentés conformément à la nouvelle législation.

| | 1961 | | 1962 | | 1963 | | 1964 | | 1965 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Millions de francs | % | Millions de francs | % | Millions de francs | % | Millions de francs | % | Millions de francs | % |
| CARBURANT AUTO ET SUPERCARBURANT | 363,8 | 30,7 | 392,1 | 29,9 | 401,6 | 27,9 | 421,2 | 27,9 | 435,7 | 27,9 |
| ESSENCE AVIATION ET CARBURÉACTEUR | 59,7 | 5,0 | 58,6 | 4,5 | 67,8 | 4,7 | 60,7 | 4,0 | 64,8 | 4,1 |
| PÉTROLE ET AUTRES PRODUITS BLANCS | 17,3 | 1,5 | 17,0 | 1,3 | 14,1 | 1,0 | 9,4 | 0,6 | 8,4 | 0,5 |
| GAS OIL | 70,4 | 5,9 | 74,1 | 5,7 | 80,5 | 5,6 | 63,3 | 4,2 | 52,8 | 3,4 |
| FUEL DOMESTIQUE | 123,7 | 10,4 | 157,7 | 12,1 | 195,7 | 13,6 | 212,5 | 14,1 | 230,5 | 14,7 |
| FUEL LÉGER | 56,7 | 4,8 | 55,3 | 4,2 | 51,8 | 3,6 | 45,0 | 3,0 | 47,1 | 3,0 |
| FUELS LOURDS | 104,3 | 8,8 | 107,2 | 8,2 | 103,2 | 7,2 | 124,8 | 8,3 | 161,0 | 10,3 |
| LUBRIFIANTS | 157,1 | 13,2 | 170,5 | 13,0 | 196,8 | 13,7 | 210,4 | 13,9 | 206,3 | 13,2 |
| BUTANE, PROPANE | 39,6 | 3,3 | 37,1 | 2,8 | 40,0 | 2,8 | 40,6 | 2,7 | 37,0 | 2,4 |
| BITUMES | 96,6 | 8,1 | 81,0 | 6,2 | 91,3 | 6,3 | 86,5 | 5,7 | 80,8 | 5,2 |
| PRODUITS CHIMIQUES | 66,3 | 5,6 | 112,0 | 8,5 | 141,0 | 9,8 | 175,4 | 11,6 | 191,6 | 12,3 |
| AUTRES PRODUITS | 31,7 | 2,7 | 47,5 | 3,6 | 55,0 | 3,8 | 59,5 | 4,0 | 46,6 | 3,0 |
| **CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL HORS TAXES** | 1 187,2 | 100 | 1 310,1 | 100 | 1438,8 | 100 | 1509,3 | 100 | 1562,6 | 100 |
| TAXE INTÉRIEURE, DOUANE ET T.V.A. | 1 309,2 | | 1 425,6 | | 1 550,3 | | 1 689,1 | | 1 873,9 | |
| **CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL** | 2 496,4 | | 2 735,7 | | 2 989,1 | | 3 198,4 | | 3 436,5 | |
| TRANSACTIONS COMPENSÉES | 385,4 | | 407,9 | | 450,3 | | 481,1 | | 481,4 | |
| CESSIONS DE PÉTROLE BRUT | 51,8 | | 65,5 | | 69,8 | | 64,5 | | — | |
| **TOTAL DES VENTES** | 2 933,6 | | 3 209,1 | | 3 509,2 | | 3 744,0 | | 3 917,9 | |

# SOURCES ET BESOINS DE FONDS






**Distribution et transports intérieurs**

Les dépenses d'investissements ont représenté 30 % du total, contre 28 % en 1964. Elles ont été consacrées principalement à l'augmentation et à la modernisation des moyens de stockage et de distribution.

**Autres activités**

(Transports maritimes, Administratif) Les dépenses de 1965 pour ces deux activités ont été relativement minimes, ne représentant que 2 % du total.

### 2. *AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES*

L'augmentation nette de ce poste de F 33,4 millions, par rapport à 1964, est essentiellement due aux facteurs suivants :

— accroissement de l'encours des prêts consentis à concurrence de F. 23,3 millions,
— augmentation de F 7,7 millions des créances et avances à long terme,
— augmentation de F 2,2 millions des titres de participation — dont 1,1 million pour la Société du Pipeline Méditerranée-Rhône.

## B – LES MOYENS DE FINANCEMENT

Compte tenu du dividende versé en juillet 1965, les besoins de fonds de l'exercice se sont élevés à environ F 262 millions. Les moyens de financement utilisés apparaissent sur le tableau figurant page 28 et s'analysent comme suit :

### 1. *RESSOURCES PROPRES*

Ces ressources ont été essentiellement :

**Bénéfice net de l'exercice**

F 50,7 millions. Les commentaires figurent ci-après à la rubrique « Résultats de l'exercice ».

**Amortissements**

F 116,8 millions, soit un montant comparable à celui de 1964.

### 2. *EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERMES*

L'augmentation nette de 66,7 millions de ce poste par rapport à 1964 représente :

— de nouveaux emprunts pour 67,7 millions, dont :
- un emprunt à moyen terme de 40 millions réescomptable auprès du Crédit National, pour financer le développement des investissements du raffinage et de la pétrochimie ;
- un crédit à moyen terme de 27,2 millions octroyé par des banques suisses ;

— le transfert à court terme, pour 1 million, des obligations remboursables en 1966.

Le coefficient d'endettement à long terme par rapport aux capitaux permanents s'établit ainsi à 8,1 % pour 1,6 % fin 1964.

## C – LE FOND DE ROULEMENT

Le fonds de roulement passe de 76,9 millions fin 1964 à 50,9 millions fin 1965, et le coefficient de liquidité ressort à 1,09 (1,16 fin 1964). Quant au coefficient de trésorerie, il passe de 0,62 à 0,57.

# LES OPÉRATIONS COURANTES DE L'EXERCICE

## A – ACTIF COURANT

L'actif courant augmente de F 39,5 millions entre 1964 et 1965.

### 1. VALEURS D'EXPLOITATION

Augmentation de F 24,5 millions due à l'accroissement des tonnages de produits et marchandises en stocks, traduisant l'augmentation de l'activité et l'effet du démarrage de la nouvelle raffinerie de Fos-sur-Mer.

### 2. VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES

Augmentation de F 15 millions résultant d'une augmentation de 23,4 millions des comptes de tiers, principalement des créances sur la clientèle (+ 22,1 millions), et d'une diminution de 8,4 millions des comptes financiers, principalement des effets à recevoir et autres valeurs à encaisser.

## B – DETTES A COURT TERME

Parallèlement à l'augmentation de l'actif courant ci-dessus mentionné, les dettes à court terme se sont accrues de F 65,5 millions.

Les comptes de tiers accusent une augmentation de F 31,1 millions provenant essentiellement des droits de douane et taxes intérieures marchandises et autres frais restant à payer en fin d'exercice.

L'augmentation des comptes financiers se situe pour sa part à F 34,4 millions ; elle est particulièrement sensible pour les effets à payer (+ 55,3 millions), alors que les emprunts à moins d'un an et les banques créditrices ont diminué de F 32,1 millions.

# RÉSULTATS DE L'EXERCICE

Les résultats sont désormais présentés sous la forme d'un compte d'Exploitation Générale et d'un compte de Pertes

# ANALYSE FINANCIÈRE ET COEFFICIENTS

Certains chiffres des années 1961 à 1964 ont été modifiés afin de les rendre comparables à ceux de 1965, présentés conformément à la nouvelle législation.

Millions de francs

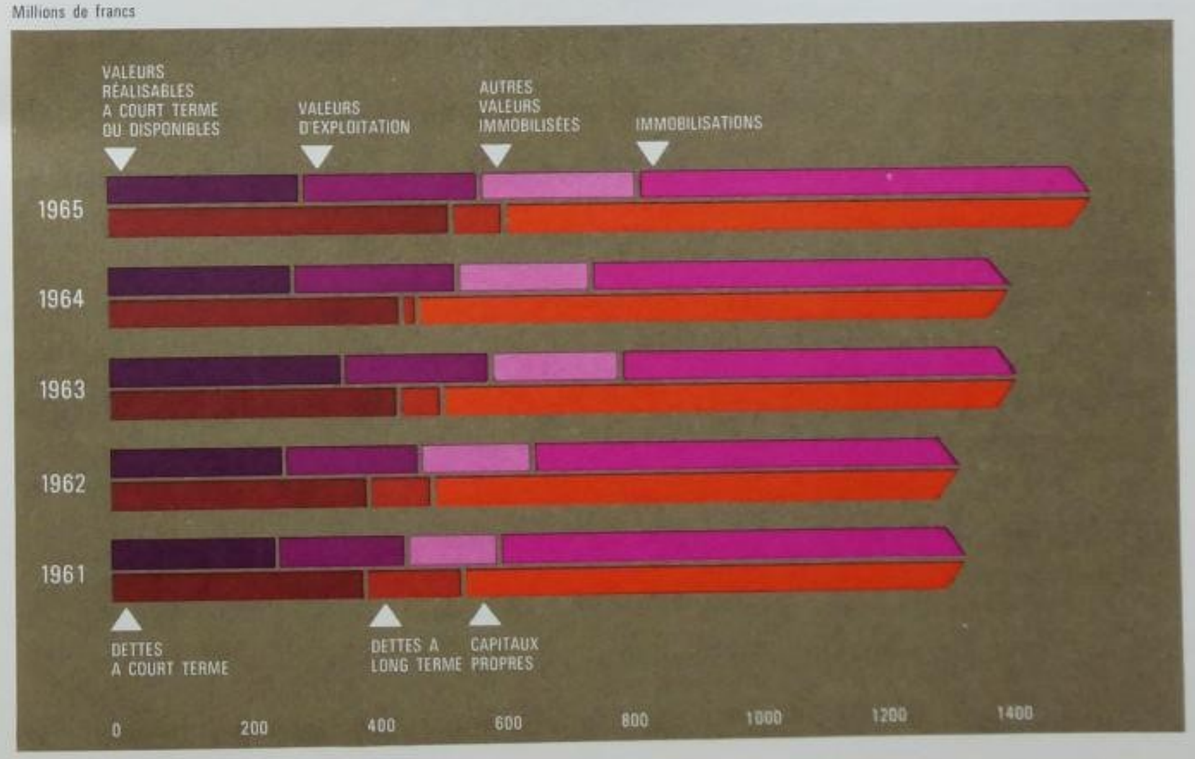
| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|
| A IMMOBILISATIONS (VALEUR D'ACHAT RÉÉVALUÉE) | 1 473 | 1 519 | 1 588 | 1 695 | 1 857 |
| B AMORTISSEMENTS | 725 | 847 | 960 | 1 039 | 1 142 |
| C IMMOBILISATIONS (VALEUR NETTE) (A – B) | 748 | 672 | 628 | 656 | 715 |
| D AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | 141 | 179 | 209 | 216 | 250 |
| E ACTIF IMMOBILISÉ (C + D) | 889 | 851 | 837 | 872 | 965 |
| F VALEURS D'EXPLOITATION | 205 | 213 | 232 | 260 | 285 |
| G VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME ET DISPONIBLES | 263 | 279 | 373 | 294 | 309 |
| H ACTIF CIRCULANT (F + G) | 468 | 492 | 605 | 554 | 594 |
| **I ACTIF TOTAL (E + H)** | **1 357** | **1 343** | **1 442** | **1 426** | **1 559** |
| J CAPITAUX PROPRES, RÉSERVES ET PROVISIONS | 801 | 836 | 921 | 934 | 934 |
| K DETTES A LONG TERME | 155 | 100 | 61 | 15 | 82 |
| L DETTES A COURT TERME | 401 | 407 | 460 | 477 | 543 |
| **M PASSIF TOTAL (J + K + L)** | **1 357** | **1 343** | **1 442** | **1 426** | **1 559** |
| N FONDS DE ROULEMENT (H — L) | 67 | 85 | 145 | 77 | 51 |
| $O^1$ CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL (TAXES COMPRISES) | 2 496 | 2 736 | 2 989 | 3 198 | 3 436 |
| $O^2$ CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL (TAXES EXCLUES) | 1 187 | 1 310 | 1 439 | 1 509 | 1 563 |
| **P RÉSULTATS NETS** | **46** | **61** | **75** | **66** | **51** |
| 1 LIQUIDITÉS $\frac{H}{L}$ | 1,17 | 1,21 | 1,31 | 1,16 | 1,09 |
| 2 TRÉSORERIE $\frac{G}{L}$ | 0,66 | 0,69 | 0,81 | 0,62 | 0,57 |
| 3 SOLVABILITÉ $\frac{I}{K+L}$ | 2,44 | 2,65 | 2,77 | 2,89 | 2,49 |
| 4 CAPITAUX CIRCULANTS $\frac{H}{I}$ | 0,34 | 0,37 | 0,42 | 0,38 | 0,38 |
| 5 ROTATION DE L'ACTIF CIRCULANT $\frac{O\,1}{H}$ | 5,50 | 5,74 | 5,08 | 5,90 | 5,89 |
| 6 FINANCEMENT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ $\frac{J+K}{E}$ | 1,08 | 1,10 | 1,17 | 1,09 | 1,05 |
| 7 MARGE NETTE TAXES COMPRISES $\frac{100 \times P}{O\,1}$ | 1,84 | 2,23 | 2,51 | 2,06 | 1,48 |
| 7 bis MARGE NETTE TAXES EXCLUES $\frac{100 \times P}{O\,2}$ | 3,88 | 4,66 | 5,21 | 4,37 | 3,26 |
| 8 RENTABILITÉ $\frac{100 \times P}{J}$ | 5,74 | 7,30 | 8,14 | 7,07 | 5,43 |



# ÉVOLUTION DU BILAN D'ESSO STANDARD S.A.F. DE 1961 A 1965

| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|
| IMMOBILISATIONS | 748 | 672 | 628 | 656 | 715 |
| AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | 141 | 179 | 209 | 216 | 250 |
| VALEURS D'EXPLOITATION | 205 | 213 | 232 | 260 | 285 |
| VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES | 263 | 279 | 373 | 294 | 309 |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **1357** | **1343** | **1442** | **1426** | **1559** |
| CAPITAUX PROPRES | 801 | 836 | 921 | 934 | 934 |
| DETTES A LONG TERME | 155 | 100 | 61 | 15 | 82 |
| DETTES A COURT TERME | 401 | 407 | 460 | 477 | 543 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **1357** | **1343** | **1442** | **1426** | **1559** |

Millions de francs



# ANALYSE FINANCIÈRE ET COEFFICIENTS

Certains chiffres des années 1961 à 1964 ont été modifiés afin de les rendre comparables à ceux de 1965, présentés conformément à la nouvelle législation.

Millions de francs

| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|
| A IMMOBILISATIONS (VALEUR D'ACHAT RÉÉVALUÉE) | 1 473 | 1 519 | 1 588 | 1 695 | 1 857 |
| B AMORTISSEMENTS | 725 | 847 | 960 | 1 039 | 1 142 |
| C IMMOBILISATIONS (VALEUR NETTE) (A — B) | 748 | 672 | 628 | 656 | 715 |
| D AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | 141 | 179 | 209 | 216 | 250 |
| E ACTIF IMMOBILISÉ (C + D) | 889 | 851 | 837 | 872 | 965 |
| F VALEURS D'EXPLOITATION | 205 | 213 | 232 | 260 | 285 |
| G VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME ET DISPONIBLES | 263 | 279 | 373 | 294 | 309 |
| H ACTIF CIRCULANT (F + G) | 468 | 492 | 605 | 554 | 594 |
| **I ACTIF TOTAL (E + H)** | **1 357** | **1 343** | **1 442** | **1 426** | **1 559** |
| J CAPITAUX PROPRES, RÉSERVES ET PROVISIONS | 801 | 836 | 921 | 934 | 934 |
| K DETTES A LONG TERME | 155 | 100 | 61 | 15 | 82 |
| L DETTES A COURT TERME | 401 | 407 | 460 | 477 | 543 |
| **M PASSIF TOTAL (J + K + L)** | **1 357** | **1 343** | **1 442** | **1 426** | **1 559** |
| N FONDS DE ROULEMENT (H — L) | 67 | 85 | 145 | 77 | 51 |
| $O^1$ CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL (TAXES COMPRISES) | 2 496 | 2 736 | 2 989 | 3 198 | 3 436 |
| $O^2$ CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL (TAXES EXCLUES) | 1 187 | 1 310 | 1 439 | 1 509 | 1 563 |
| **P RÉSULTATS NETS** | **46** | **61** | **75** | **66** | **51** |
| 1 LIQUIDITÉS $\frac{H}{L}$ | 1,17 | 1,21 | 1,31 | 1,16 | 1,09 |
| 2 TRÉSORERIE $\frac{G}{L}$ | 0,66 | 0,69 | 0,81 | 0,62 | 0,57 |
| 3 SOLVABILITÉ $\frac{I}{K + L}$ | 2,44 | 2,65 | 2,77 | 2,89 | 2,49 |
| 4 CAPITAUX CIRCULANTS $\frac{H}{I}$ | 0,34 | 0,37 | 0,42 | 0,38 | 0,38 |
| 5 ROTATION DE L'ACTIF CIRCULANT $\frac{O\,1}{H}$ | 5,50 | 5,74 | 5,08 | 5,90 | 5,89 |
| 6 FINANCEMENT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ $\frac{J + K}{E}$ | 1,08 | 1,10 | 1,17 | 1,09 | 1,05 |
| 7 MARGE NETTE TAXES COMPRISES $\frac{100 \times P}{O\,1}$ | 1,84 | 2,23 | 2,51 | 2,06 | 1,48 |
| 7 bis MARGE NETTE TAXES EXCLUES $\frac{100 \times P}{O\,2}$ | 3,88 | 4,66 | 5,21 | 4,37 | 3,26 |
| 8 RENTABILITÉ $\frac{100 \times P}{J}$ | 5,74 | 7,30 | 8,14 | 7,07 | 5,43 |



# ÉVOLUTION DU BILAN D'ESSO STANDARD S.A.F. DE 1961 A 1965

| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 |
|---|---|---|---|---|---|
| IMMOBILISATIONS | 748 | 672 | 628 | 656 | 715 |
| AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | 141 | 179 | 209 | 216 | 250 |
| VALEURS D'EXPLOITATION | 205 | 213 | 232 | 260 | 285 |
| VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES | 263 | 279 | 373 | 294 | 309 |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **1357** | **1343** | **1442** | **1426** | **1559** |
| CAPITAUX PROPRES | 801 | 836 | 921 | 934 | 934 |
| DETTES A LONG TERME | 155 | 100 | 61 | 15 | 82 |
| DETTES A COURT TERME | 401 | 407 | 460 | 477 | 543 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **1357** | **1343** | **1442** | **1426** | **1559** |

Millions de francs

et Profits, selon les prescriptions du décret du 29 novembre 1965 déjà cité. En conséquence, les commentaires donnés ci-après ont dû être amendés par rapport aux renseignements traditionnellement fournis à nos actionnaires. Néanmoins les comparaisons citées par rapport à l'exercice 1964 sont faites sur une base homogène pour les deux exercices.

Le profit net d'Esso Standard S.A.F. après impôts sur les sociétés, s'est élevé en 1965 à F 50,7 millions, contre F 66,4 millions en 1964.

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises et de produits finis (analysé sur le tableau figurant page 30), s'est élevé à F 3 918 millions, ce qui représente un accroissement de 4,6 % par rapport à 1964.

Mais le chiffre d'affaires « commercial » hors taxes, de F 1 562,6 millions, n'a progressé que de 3,5 %, alors que les tonnages vendus ont augmenté de 12,6 %. La disparité entre ces deux pourcentages reflète la baisse des prix de vente en général et le fait que le développement du marché a surtout porté sur les produits noirs d'un prix moins élevé que celui des essences et des huiles.

L'augmentation du coût des matières premières et des produits finis achetés, ainsi que des frais de fabrication, d'exploitation et de gestion, a été, dans son ensemble, inférieure à celle des quantités traitées et vendues ; ceci traduit surtout l'effet de la réduction du prix de certains pétroles bruts.

Comme il a été noté au paragraphe « Moyens de financement », le montant des amortissements de l'exercice s'est élevé à F 116,8 millions contre F 118,3 millions en 1964.

Le dividende reçu d'Esso REP ayant été en 1965 identique à celui versé en 1964, la baisse des résultats nets d'Esso Standard S.A.F. est donc entièrement imputable à ses activités industrielles et commerciales. De même qu'en 1964, la cause doit en être recherchée dans la dégradation des prix de vente sur un marché très concurrentiel, entraînant, malgré les progrès des tonnages vendus et l'amélioration de la productivité, une réduction de la rentabilité de l'entreprise.

## COMMENTAIRES SUR LES SOCIÉTÉS DANS LESQUELLES ESSO STANDARD SAF POSSÈDE UNE PARTICIPATION

### SOCIÉTÉ DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRES (ESSO REP)

La production de pétrole brut est passée de 2 167 000 tonnes en 1964 à 2 345 000 tonnes en 1965, soit une progression de 8,2 %. Le chiffre d'affaires n'augmente cependant que de 2,5 % par suite de l'effet des baisses du prix de vente du pétrole brut intervenues en 1964 et 1965.

Le bénéfice net, après impôt, passe de F 60 millions à F 79,5 millions. La libération de la provision pour reconstitution des gisements intervient dans ce résultat pour F 56,2 millions contre 48,8 millions en 1964.

### STANDARD-KUHLMANN

L'activité de cette Société, consacrée à la fabrication d'additifs pour huiles de graissage et de résines synthétiques, s'est traduite par un bénéfice de l'ordre de F 0,3 million.



# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

*Mesdames, Messieurs,*

*J'ai l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice 1965, du mandat de Commissaire aux Comptes que vous avez bien voulu me confier.*

Les vérifications auxquelles j'ai procédé ont été conduites selon les règles habituelles en matière de contrôle ; elles ont comporté, outre un examen général des écritures et comptes sociaux, des sondages étendus sur divers points particuliers. Toutes les pièces justificatives et explications que j'ai demandées m'ont été fournies. Les méthodes d'évaluation sont identiques à celles de l'exercice précédent, et j'ai reconnu l'exactitude des informations d'ordre comptable contenues dans le rapport de votre Conseil d'Administration.

Le bilan et les comptes de résultats, arrêtés au 31 décembre 1965, sont présentés selon les dispositions du décret du 28 octobre 1965, et tels qu'ils doivent être publiés au B.A.L.O. Il convient, en conséquence, de vous signaler les modifications suivantes :

## A L'ACTIF DU BILAN

Dans les **Immobilisations :**

1) le poste « Terrains » a été substitué à l'ancien compte général intitulé « Terrains, baux et concessions » ;

2) les « Autres immobilisations » ont été scindées en quatre nouvelles rubriques : « Mobilier, agencements, installations », « Emballages commerciaux récupérables », « Immobilisations incorporelles » et « Autres immobilisations » ;

Dans les **Autres valeurs immobilisées,** les « Titres de participation » qui se répartissaient antérieurement en « partie libérée » et « non libérée », sont maintenant groupés en une seule rubrique ;

Dans les **Valeurs d'exploitation,** les « Marchandises » et « Produits finis », qui figuraient précédemment sous une seule appellation, sont présentés séparément ; il a été créé, en outre, un poste pour les « Emballages commerciaux non récupérables » ;

Dans les **Valeurs réalisables à court terme ou disponibles,** sont apparus deux comptes nouveaux : « Fournisseurs débiteurs » et « Bons Caisse Autonome de Reconstruction ». Le poste « Titres de placement » groupe indistinctement les titres libérés et non libérés.

## AU PASSIF

Sous le chapitre **Capital propre et réserves** sont notamment groupés :

1) les « Plus-values à long terme », poste nouveau dont la création a été rendue nécessaire par les récentes dispositions fiscales ;

2) les « Plus-values à réinvestir », qui étaient présentées en 1964, sous un chapitre distinct ;

3) les « Dotation pour renouvellement du stock indispensable » et « Provision pour fluctuation de cours des matières premières », lesquelles figuraient antérieurement sous le chapitre Fonds de renouvellement qui a disparu ;

Le chapitre nouveau **Provisions pour pertes et charges** comprend, d'une part, la « Provision pour risque de propre assureur », et d'autre part, un poste nouveau intitulé « Provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices » qui figurait antérieurement, à concurrence d'environ F 635 000, dans les « Comptes de régularisation-passif » ;

Dans les **Dettes à court terme** apparaissent trois comptes nouveaux : « Clients créditeurs », « Versements restant à effectuer sur titres de participation » et « Banques créditrices », tandis que le poste « Emballages consignés » a été substitué au compte « Consignation d'emballages à la clientèle » et que le poste « Impôt sur les bénéfices des sociétés » a été incorporé dans les « Autres créanciers ».

Les **Comptes de résultats** comprennent, maintenant, un compte d'Exploitation Générale et un compte de Pertes et Profits dont la présentation résulte des prescriptions légales en vigueur.

Il vous appartiendra d'approuver ces nombreuses et profondes modifications qui n'appellent, de ma part, aucune observation particulière.

## SITUATION GÉNÉRALE

Le rapprochement de la valeur comptable des biens portés à l'actif du bilan et des dettes envers les tiers inscrites au passif, fait ressortir les écarts suivants, entre 1964 et 1965 (en millions de francs), en fonction de la présentation nouvelle du bilan et des comptes de résultats :



| | 1964 | 1965 | DIFFÉRENCES |
|---|---|---|---|
| Actif total | 1 426,3 | 1 558,9 | + 132,6 |
| Dettes envers les tiers | 492,3 | 624,4 | + 132,1 |
| Patrimoine social | 934,0 | 934,5 | + 0,5 |

Ces chiffres se recoupent eux-mêmes comme suit :

| | 1964 | 1965 | |
|---|---|---|---|
| Capital social | 595,7 | 595,7 | — |
| Réserves, primes d'émission d'actions, report à nouveau, provisions et plus-values diverses | 271,9 | 288,1 | + 16,2 |
| | 867,6 | 883,8 | + 16,2 |
| Bénéfice de l'exercice | 66,4 | 50,7 | — 15,7 |
| | 934,0 | 934,5 | + 0,5 |

La progression de 16,2 millions du chapitre « Réserves et provisions » provient des fluctuations suivantes au cours de l'exercice :

AUGMENTATIONS :

| | | |
|---|---|---|
| — Dotations à la Réserve légale, à la Réserve générale et au Report à nouveau, en conformité de la 3e résolution de votre Assemblée Générale ordinaire du 24 juin 1965 | | 25,2 |
| — Plus-values diverses à réinvestir et plus-values à long terme comptabilisées au cours de l'exercice sur cessions d'immobilisations | | 3,5 |
| | | 28,7 |

DIMINUTIONS :

| | | |
|---|---|---|
| — Reprise du report à nouveau figurant au bilan à fin décembre 1964 | 4,0 | |
| — Remplois de plus-values à réinvestir ou virements aux plus-values à long terme | 5,0 | |
| — Reprise sur la Provision pour fluctuation de cours des matières premières | 3,5 | |
| | | 12,5 |
| Augmentation nette | | 16,2 |

## MOUVEMENTS FINANCIERS

Les besoins et les ressources de votre Société pour l'exercice 1965, exprimés en millions de francs, peuvent être résumés comme suit :

| | | | DIFFÉRENCES |
|---|---|---|---|
| **BESOINS :** | | | |
| Investissements de l'exercice : | | | |
| — Immobilisations | 183,7 | | |
| — Autres valeurs immobilisées | 33,7 | | |
| Distribution du dividende 1964 | 45,2 | | |
| | | 262,6 | |
| **RESSOURCES :** | | | |
| Autofinancement : | | | |
| — Bénéfice 1965 | 50,7 | | |
| — Dotation aux amortissements | 116,8 | | |
| Réalisations d'immobilisations et divers | 2,4 | | |
| Augmentation nette des dettes à long terme | 66,7 | | |
| | | 236,6 | |
| D'où une différence de | | | — 26,0 |

qui est venue réduire d'un égal montant le fonds de roulement à fin 1965 pour le ramener à 50,9 ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-après :

| | 1964 | 1965 | |
|---|---|---|---|
| a) Actif circulant | 554,3 | 593,8 | + 39,5 |
| b) Dettes à court terme | 477,4 | 542,9 | + 65,5 |
| Fonds de roulement (a-b) | 76,9 | 50,9 | — 26,0 |

Il s'ensuit que le ratio de liquidité de votre Société se trouve abaissé à 1,09 contre 1,16 à fin 1964.

Les diverses fluctuations résumées ci-dessus appellent les brefs commentaires suivants :

Les « Immobilisations » nouvelles (183,7) comprennent les installations de raffinage (124,6) — principalement des raffineries de Fos-sur-Mer et de Port-Jérôme — le réseau de distribution et de transports intérieurs (55,6), diverses améliorations techniques apportées aux navires pétroliers (1,2) et le matériel administratif (2,3).

Les « Autres valeurs immobilisées », mise à part l'imputation de plus-values réinvesties (0,3), accusent les fluctuations suivantes :

| | |
|---|---|
| a) **Augmentations :** prêts consentis à plus d'un an, notamment à la clientèle et au personnel (23,3) — créances diverses à plus d'un an (7,7), dont 4 millions d'avances de trésorerie à la Société Civile Immobilière Courbevoie-Défense (C.I.CO.DE) — titres de participation (2,6), dont 1,1 million concernant la Société du Pipeline Méditerranée-Rhone — comptes d'attente à régulariser (1,1) | 34,7 |
| b) **Diminutions :** transfert dans l'actif à court terme, de bons de la Caisse Autonome de Reconstruction (0,7) — et remboursement de dépôts et cautionnements (0,3) | 1,0 |
| Augmentation nette | 33,7 |

Les dotations aux « Amortissements » de l'exercice (116,8) sont d'un montant sensiblement identique à celui de l'an dernier.

Les « Dettes à long et moyen terme » marquent, dans leur ensemble, une augmentation de 66,7 millions, justifiée par un emprunt bancaire à moyen terme réescomptable auprès du Crédit National (40) destiné au financement des investissements du raffinage et de la pétrochimie — par un crédit à moyen terme de 24 millions de francs suisses (27,2), accordé par des banques suisses — par un autre prêt à plus d'un an (0,5), et diminution faite du transfert, dans les Dettes à court terme, des obligations remboursables en 1966 (1).

Les « Dettes à court terme » marquent globalement un accroissement net de 65,5 millions provenant, d'une part, de l'augmentation des postes : Taxes intérieures et douane à payer (21), Autres créanciers (4), Comptes de régularisation-passif (15) et Effets à payer (66) — et, d'autre part, de la diminution des Dettes envers les fournisseurs (8) et les Banques créditrices (21), et des Emprunts à moins d'un an (11,5).

## ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les « ENGAGEMENTS DONNÉS » par votre Société s'élèvent à 394,4 millions de francs, contre 355,8 millions à fin 1964. Ils s'appliquent à des cautions en douane au titre des crédits d'enlèvement (208,6), à des cautions mutuelles données à des confrères au titre des nouvelles licences de raffinage et de distribution (26,9), à des garanties relatives à des effets escomptés et non échus (85,4), à diverses cautions

auprès d'organismes de crédit (32,7), aux engagements pris par votre Société concernant des charges complémentaires afférentes à la retraite du personnel (38,1), à des dossiers litigieux et à diverses cautions (2,7).

Les « ENGAGEMENTS REÇUS » se chiffrent à 359,2 millions contre 301,3 en 1964. Ils s'appliquent, pour la quasi totalité, soit à des cautions en douane consenties au profit de votre Société par des confrères (321,9), soit à des cautions mutuelles reçues au titre des nouvelles licences de raffinage et de distribution (35) et, pour le solde (2,3), principalement à des cautions bancaires en faveur de diverses administrations.

## RÉSULTATS

Les résultats de l'exercice 1965, comparés à ceux de l'exercice précédent, s'analysent comme suit, en millions de francs :

| | 1964 | 1965 | VARIATIONS |
|---|---|---|---|
| Ventes (taxes comprises) | 3 744,0 | 3 917,9 | + 173,9 |
| Bénéfice avant amortissements et provision technique pour fluctuation de cours des matières premières | 165,7 | 115,3 | — 50,4 |
| Intérêts et dividendes reçus, moins taxes y afférentes | 47,6 | 49,0 | + 1,4 |
| | 213,3 | 164,3 | — 49,0 |
| Amortissements | 118,3 | 116,8 | — 1,5 |
| Variation de la provision pour fluctuation de cours des matières premières | — 11,0 | + 3,5 | — 14,5 |
| Bénéfice avant impôt | 84,0 | 51,0 | — 33,0 |
| Impôt sur sociétés | 17,6 | 0,3 | — 17,3 |
| BÉNÉFICE NET | 66,4 | 50,7 | — 15,7 |

Le projet de répartition du bénéfice net de F 50 746 771,19 qui vous est soumis par votre Conseil d'Administration est conforme aux dispositions statutaires et légales.

En conclusion, il résulte des examens auxquels j'ai procédé, dans le cadre de la mission que vous m'avez confiée, que le bilan et les comptes de résultats qui vous sont présentés, reflètent fidèlement la situation de votre Société à fin 1965, et qu'ils peuvent recevoir votre approbation.

Paris, le 20 Mai 1966.

A. VEYRENC
Commissaire aux Comptes
Agréé près la Cour d'Appel de Paris



# RAPPORT SPÉCIAL

PRÉVU PAR LES ARTICLES 34 ET 40 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1867

Mesdames, Messieurs,

Votre Conseil d'Administration a porté à ma connaissance :

a) les diverses conventions ou opérations autorisées par lui et intervenues pendant la durée de l'exercice, entre votre Société et les sociétés ayant avec la vôtre des administrateurs communs ;

b) tous renseignements sur les opérations traitées dans le cadre des conventions antérieurement autorisées.

Les opérations traitées dans ces conditions par Esso Standard S.A.F. avec les sociétés ci-après, se résument ainsi :

### BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS :

a) Convention concernant le service de l'Assemblée Générale ordinaire du 24 juin 1965 ;

b) Reconduction de la convention par laquelle votre Société s'est portée, à l'égard de cette banque — établissement bancaire prêteur — caution solidaire des prêts qu'elle obtient au nom et pour le compte de ses clients ;
Gestion par cette banque du service des titres d'Esso Standard S.A.F. ;
Opérations de banque courantes.

### ESSO REP :

a) Avenant au contrat d'achat de pétrole brut d'Esso REP, concernant uniquement Parentis ;
Accord de prix valable pour le seul pétrole brut de Parentis ;
Avenant au contrat d'achat de pétroles bruts d'Esso REP, autres que celui de Parentis ;
Accord de prix valable pour les pétroles bruts autres que celui de Parentis ;

b) Achats de pétrole brut ;
Frais de services communs débités par Esso Standard S.A.F. et inversement ;
Location à Esso REP par Esso Standard S.A.F., d'un terrain et de réservoirs situés à Ambès ;
Location à Esso Standard S.A.F. par Esso REP, du pipeline « Parc de Stockage — Docks des Pétroles d'Ambès » ;
Gestion du Parc de Stockage d'Ambès par Esso Standard S.A.F. ;
Achats et cessions de matériel ;
Ventes de divers produits ;
Reprise par Esso Standard S.A.F. des certificats de transfert de T.V.A. dont Esso REP est attributaire.

### SOCIÉTÉ DU CAOUTCHOUC BUTYL (SOCABU) :

a) Convention concernant un prêt à votre Société sous forme d'une ouverture de crédit de 10 000 000 de francs ;
Convention concernant un prêt à votre Société sous forme d'une ouverture de crédit de 20 000 000 de francs, cette convention annulant la précédente ;

b) Opérations courantes de fournisseur à client et inversement (ventes et achats de produits et prestations de services).

### STANDARD-KUHLMANN :

a) Convention concernant un prêt à votre Société de 2 000 000 de francs maximum ;

b) Opérations courantes de fournisseur à client et inversement (prestations de services et fournitures de divers produits).

### ESSO SAHARIENNE :

b) Reconduction d'un prêt à votre Société de 90.000 francs.

### UNION EUROPÉENNE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE :

b) Opérations de banque courantes ;
Reconduction de la convention par laquelle Esso Standard S.A.F. se porte, à l'égard de cette société — établissement bancaire prêteur — caution solidaire des prêts qu'elle obtient au nom et pour le compte de ses clients.

### AUTRES SOCIÉTÉS :

ARCA-PRÉMONCONTROLE
ATELIERS ET CHANTIERS DE DUNKERQUE ET BORDEAUX
COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS
COMPAGNIE MARITIME DES CHARGEURS RÉUNIS
ENTREPOTS ET MAGASINS GÉNÉRAUX DE PARIS
KOEHRING-BRISSONNEAU
LA RÉUNION FRANCAISE
MATÉRIEL ÉLECTRIQUE JEUMONT-SCHNEIDER
NOBEL-BOZEL
RAFFINERIE DE SUCRE DE SAINT-LOUIS
SIMCA AUTOMOBILES
SOCIÉTÉ D'ÉTUDE DE PROPULSION PAR RÉACTION
SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS DE L'AUTOMOBILE
SOCIÉTÉ DE RECHERCHE ET D'EXPLOITATION DE PÉTROLE EURAFREP
UNION DES TRANSPORTS AÉRIENS (U.T.A.)
DE WENDEL ET Cie

b) Opérations courantes de fournisseur à client et inversement (ventes et achats de produits divers, achats de matériel et prestations de services).

Telles sont les conventions dont j'avais à vous rendre compte en application des articles 34 et 40 de la loi du 24 juillet 1867. Elles me sont apparues traitées à des conditions normales et n'appellent aucune observation de ma part. Il vous appartient de les approuver.

Paris, le 20 Mai 1966.

A. VEYRENC
Commissaire aux Comptes
Agréé près la Cour d'Appel de Paris

# EXERCICE 1965

## COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE

ESSO STANDARD S.A.F.

### DÉBIT

| | | |
|---|---|---|
| STOCKS AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 261.447.734,25 | |
| MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | 1.349.279,00 | |
| | | 260.098.455,25 |
| ACHATS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET MARCHANDISES | | 1.346.175.436,41 |
| FRAIS DE PERSONNEL | | 191.316.936,14 |
| IMPOTS ET TAXES | | 1.913.335.427,31 |
| TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS | | 217.331.586,93 |
| TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS | | 181.926.727,42 |
| FRAIS DIVERS DE GESTION | | 47.676.915,52 |
| FRAIS FINANCIERS | | 13.901.190,25 |
| DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORT. | | 116.777.702,93 |
| DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS | | 1.595.411,60 |
| BÉNÉFICE D'EXPLOITATION | | 47.429.331,87 |
| **TOTAL** | | **4.337.565.121,63** |

### CRÉDIT

| | | |
|---|---|---|
| STOCKS A LA FIN DE L'EXERCICE | 285.906.576,84 | |
| MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | 1.303.801,36 | |
| | | 284.602.775,48 |
| VENTES DE MARCHANDISES ET PRODUITS FINIS | | 3.917.942.120,52 |
| PRESTATIONS DE SERVICES | | 59.104.274,27 |
| PRODUITS ACCESSOIRES | | 12.345.189,13 |
| PRODUITS FINANCIERS | | 49.011.799,80 |
| TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÉME | | 13.557.565,93 |
| TRAVAUX ET CHARGES NON IMPUTABLES A L'EXERCICE | | 1.001.396,50 |
| **TOTAL** | | **4.337.565.121,63** |

## COMPTE DE PERTES ET PROFITS

ESSO STANDARD S.A.F.

| | |
|---|---|
| PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS | 429.811,09 |
| PERTES EXCEPTIONNELLES | 2.500.122,79 |
| DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS HORS EXPLOITATION OU EXCEPTIONNELLES | 3.312.266,25 |
| IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES | 292.690,34 |
| BÉNÉFICE NET | 50.746.771,19 |
| **TOTAL** | **57.281.661,66** |

| | |
|---|---|
| BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE | 47.429.331,87 |
| PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS | 6.249.442,04 |
| PROFITS EXCEPTIONNELS | 3.602.887,75 |
| **TOTAL** | **57.281.661,66** |

# BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1965

ESSO STANDARD S.A.F.

## ACTIF

| | MONTANT BRUT | AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PLUS-VALUES RÉINVESTIES | MONTANT NET |
|---|---|---|---|
| **FRAIS D'ÉTABLISSEMENT** | | | |
| PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | **187.500,00** | **136.822,50** | **50.677,50** |
| **IMMOBILISATIONS** | | | |
| TERRAINS | 56.196.234,54 | 159.086,45 | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 17.426.111,55 | 38.611.036,54 |
| CONSTRUCTIONS | 229.136.263,88 | 130.377.694,74 | 98.758.569,14 |
| MATÉRIEL ET OUTILLAGE | 1.108.058.922,43 | 723.324.845,92 | 384.734.076,51 |
| MATÉRIEL DE TRANSPORT | 271.176.574,92 | 219.816.508,60 | 51.360.066,32 |
| MOBILIER, AGENCEMENTS, INSTALLATIONS | 25.524.098,29 | 10.375.000,14 | 15.149.098,15 |
| EMBALLAGES COMMERCIAUX RÉCUPÉRABLES | 7.853.314,56 | 4.645.101,51 | 3.208.213,05 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1.806.952,00 | | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 1.806.952,00 | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS | 54.255.799,67 | 33.339.241,61 | 20.916.558,06 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 102.612.440,76 | | 102.612.440,76 |
| **TOTAL** | **1.856.620.601,05** | **1.141.270.542,52** | **715.350.058,53** |
| **AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES** | | | |
| PRÊTS A PLUS D'UN AN | 107.732.980,46 | | 107.732.980,46 |
| CRÉANCES ET AVANCES A LONG TERME | 57.694.392,30 | 299.499,39 | 57.394.892,91 |
| TITRES DE PARTICIPATION | 83.735.651,64 | 79.335,83 | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 21.750.000,00 | 61.906.315,81 |
| BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 116.260,00 | | 116.260,00 |
| COMPTE D'ATTENTE A RÉGULARISER | 21.587.044,34 | | 21.587.044,34 |
| DÉPOTS ET CAUTIONNEMENTS | 1.009.693,70 | | 1.009.693,70 |
| **TOTAL** | **271.876.022,44** | **22.128.835,22** | **249.747.187,22** |
| **VALEURS D'EXPLOITATION** | | | |
| MARCHANDISES | 16.691.124,21 | | 16.691.124,21 |
| MATIÈRES PREMIÈRES (PÉTROLE BRUT) | 42.599.314,15 | | 42.599.314,15 |
| MATIÈRES CONSOMMABLES | 20.391.646,03 | 129.792,36 | 20.261.853,67 |
| PRODUITS FINIS | 170.448.783,29 | | 170.448.783,29 |
| PRODUITS EN COURS DE FABRICATION | 28.674.411,16 | | 28.674.411,16 |
| EMBALLAGES COMMERCIAUX | 7.101.298,00 | 1.174.009,00 | 5.927.289,00 |
| **TOTAL** | **285.906.576,84** | **1.303.801,36** | **284.602.775,48** |
| **VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES** | | | |
| FOURNISSEURS DÉBITEURS | 436.939,11 | | 436.939,11 |
| CLIENTS | 177.830.315,63 | 3.312.665,54 | 174.517.650,09 |
| AUTRES DÉBITEURS | 40.518.455,47 | 752.086,05 | 39.766.369,42 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF | 12.308.170,30 | | 12.308.170,30 |
| PRÊTS A MOINS D'UN AN | 14.659.178,19 | | 14.659.178,19 |
| EFFETS A RECEVOIR | 30.242.505,86 | | 30.242.505,86 |
| CHÈQUES ET AUTRES VALEURS A ENCAISSER | 3.364.267,94 | | 3.364.267,94 |
| TITRES DE PLACEMENT | 2.253.589,48 | 486.183,69 | 1.767.405,79 |
| BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 659.360,00 | | 659.360,00 |
| BANQUES ET CHÈQUES POSTAUX | 30.912.348,49 | | 30.912.348,49 |
| CAISSE | 525.974,46 | | 525.974,46 |
| **TOTAL** | **313.711.104,93** | **4.550.935,28** | **309.160.169,65** |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | **1.558.910.868,38** |

VALEURS IMMOBILISÉES 966.147.923,25

ACTIF CIRCULANT 593.762.945,13

STOCKS 284.602.775,48

COMPTES DE TIERS 227.029.128,92

COMPTES FINANCIERS 82.131.040,73

## PASSIF

| | MONTANT |
|---|---|
| **CAPITAL PROPRE ET RÉSERVES** | |
| CAPITAL SOCIAL | 595.690.000,00 |
| PRIME D'ÉMISSION D'ACTIONS | 52.122.900,00 |
| RÉSERVE LÉGALE | 28.124.000,00 |
| RÉSERVE GÉNÉRALE | 109.000.000,00 |
| PLUS-VALUES A LONG TERME | 363.570,37 |
| PLUS-VALUES A RÉINVESTIR | 35.158.331,63 |
| PROVISION POUR FLUCTUATIONS DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES | 55.890.000,00 |
| DOTATION POUR RENOUVELLEMENT STOCK INDISPENSABLE | 2.507.730,00 |
| **TOTAL** | **878.856.532,00** |
| REPORT A NOUVEAU | **3.854.702,63** |
| SITUATION NETTE (AVANT RÉSULTATS) | **882.711.234,63** |
| **PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES** | |
| PROVISION POUR RISQUE DE PROPRE ASSUREUR | 314.577,49 |
| PROVISION POUR CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | 720.125,00 |
| **TOTAL** | **1.034.702,49** |
| **DETTES A LONG ET MOYEN TERMES** | |
| OBLIGATIONS A PLUS D'UN AN | 6.022.400,00 |
| EMPRUNTS A PLUS D'UN AN | 74.793.315,05 |
| AUTRES DETTES A PLUS D'UN AN | 721.399,35 |
| **TOTAL** | **81.537.114,40** |
| **DETTES A COURT TERME** | |
| FOURNISSEURS | 60.602.809,94 |
| CLIENTS CRÉDITEURS | 1.349.552,98 |
| TAXES INTÉRIEURES ET DOUANE A PAYER | 126.563.410,91 |
| VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR TITRES DE PARTICIPATION | 367.125,00 |
| EMBALLAGES CONSIGNÉS | 4.855.144,00 |
| AUTRES CRÉANCIERS | 34.863.775,01 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF | 71.329.429,20 |
| OBLIGATIONS A MOINS D'UN AN | 1.008.000,00 |
| EMPRUNTS A MOINS D'UN AN | |
| AUTRES DETTES A MOINS D'UN AN | 56.714,60 |
| EFFETS A PAYER | 222.492.150,54 |
| BANQUES CRÉDITRICES | 19.392.933,49 |
| **TOTAL** | **542.881.045,67** |
| RÉSULTATS : BÉNÉFICE DE L'EXERCICE | **50.746.771,19** |
| TOTAL GÉNÉRAL | **1.558.910.868,38** |

CAPITAUX PERMANENTS 965.283.051,52

COMPTES DE TIERS 299.931.247,04

COMPTES FINANCIERS 242.949.798,63

PATRIMOINE SOCIAL ET PROVISIONS ASSIMILÉES AVANT AFFECTATION DES BÉNÉFICES 883.745.937,12

PASSIF ENVERS LES TIERS 624.418.160,07

AVALS, CAUTIONS, GARANTIES ET AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS : 394.425.292,74
AVALS, CAUTIONS, GARANTIES ET AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS : 359.163.476,45

# BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1965

ESSO STANDARD S.A.F.
ET ESSO REP CONSOLIDÉS

## ACTIF

| | MONTANT BRUT | AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PLUS-VALUES RÉINVESTIES | MONTANT NET |
|---|---|---|---|
| **FRAIS D'ÉTABLISSEMENT** | | | |
| PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | **187.500,00** | **136.822,50** | **50.677,50** |
| **VALEURS IMMOBILISÉES 1.073.534.921,76** | | | |
| IMMOBILISATIONS | | | |
| TERRAINS | 56.977.697,27 | 159.086,45 | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 17.426.111,55 | 39.392.499,27 |
| CONSTRUCTIONS | 235.320.098,06 | 132.091.545,06 | 103.228.553,00 |
| MATÉRIEL ET OUTILLAGE | 1.118.811.719,36 | 731.833.322,53 | 386.978.396,83 |
| MATÉRIEL DE TRANSPORT | 272.621.553,44 | 220.434.014,74 | 52.187.538,70 |
| MOBILIER, AGENCEMENTS, INSTALLATIONS | 31.225.080,14 | 12.934.876,94 | 18.290.203,20 |
| EMBALLAGES COMMERCIAUX RÉCUPÉRABLES | 7.853.314,56 | 4.645.101,51 | 3.208.213,05 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1.806.952,00 | | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 1.806.952,00 | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS | 290.587.736,34 | 159.220.103,62 | 131.367.632,72 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 118.955.373,17 | | 118.955.373,17 |
| **TOTAL** | **2.134.159.524,34** | **1.280.551.114,40** | **853.608.409,94** |
| AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | | | |
| PRÊTS A PLUS D'UN AN | 114.901.563,34 | | 114.901.563,34 |
| CRÉANCES ET AVANCES A LONG TERME | 20.218.992,30 | 299.499,39 | 19.919.492,91 |
| TITRES DE PARTICIPATION | 84.073.651,64 | 79.335,83 | |
| PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 21.750.000,00 | 62.244.315,81 |
| BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 116.260,00 | | 116.260,00 |
| COMPTE D'ATTENTE A RÉGULARISER | 21.587.044,34 | | 21.587.044,34 |
| DÉPOTS ET CAUTIONNEMENTS | 1.107.157,92 | | 1.107.157,92 |
| **TOTAL** | **242.004.669,54** | **22.128.835,22** | **219.875.834,32** |
| **ACTIF CIRCULANT 613.419.395,30 — STOCKS 283.350.133,74** | | | |
| VALEURS D'EXPLOITATION | | | |
| MARCHANDISES | 16.691.124,21 | | 16.691.124,21 |
| MATIÈRES PREMIÈRES (PÉTROLE BRUT) | 43.526.448,85 | | 43.526.448,85 |
| MATIÈRES CONSOMMABLES | 26.590.740,17 | 129.792,36 | 26.460.947,81 |
| PRODUITS FINIS | 163.362.012,89 | | 163.362.012,89 |
| PRODUITS EN COURS DE FABRICATION | 27.382.310,98 | | 27.382.310,98 |
| EMBALLAGES COMMERCIAUX | 7.101.298,00 | 1.174.009,00 | 5.927.289,00 |
| **TOTAL** | **284.653.935,10** | **1.303.801,36** | **283.350.133,74** |
| **COMPTES DE TIERS 241.249.996,79** | | | |
| VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES | | | |
| FOURNISSEURS DÉBITEURS | 449.307,81 | | 449.307,81 |
| CLIENTS | 177.899.265,97 | 3.312.665,54 | 174.586.600,43 |
| AUTRES DÉBITEURS | 54.655.203,14 | 752.590,75 | 53.902.612,39 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF | 12.311.476,16 | | 12.311.476,16 |
| **COMPTES FINANCIERS 88.819.264,77** | | | |
| PRÊTS A MOINS D'UN AN | 20.734.637,43 | | 20.734.637,43 |
| EFFETS A RECEVOIR | 30.242.505,86 | | 30.242.505,86 |
| CHÈQUES ET AUTRES VALEURS A ENCAISSER | 3.364.267,94 | | 3.364.267,94 |
| TITRES DE PLACEMENT | 2.253.589,48 | 486.183,69 | 1.767.405,79 |
| BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 659.360,00 | | 659.360,00 |
| BANQUES ET CHÈQUES POSTAUX | 31.474.023,29 | | 31.474.023,29 |
| CAISSE | 577.064,46 | | 577.064,46 |
| **TOTAL** | **334.620.701,54** | **4.551.439,98** | **330.069.261,56** |
| TOTAL DE L'ACTIF | | | **1.686.954.317,06** |



## CRÉDIT

EXERCICE 1965

# COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE

ESSO STANDARD S.A.F.
ET ESSO REP
CONSOLIDÉS

| | | |
|---|---|---|
| STOCKS A LA FIN DE L'EXERCICE | 284.653.935,10 | |
| MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | 1.303.801,36 | |
| | | 283.350.133,74 |
| VENTES DE MARCHANDISES ET PRODUITS FINIS | | 3.918.274.089,59 |
| PRESTATIONS DE SERVICES | | 59.032.192,39 |
| RISTOURNES, RABAIS ET REMISES OBTENUS | | 68.994,51 |
| PRODUITS ACCESSOIRES | | 12.393.463,05 |
| PRODUITS FINANCIERS | | 6.255.042,15 |
| TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÊME | | 41.997.971,27 |
| TRAVAUX ET CHARGES NON IMPUTABLES A L'EXERCICE | | 1.001.396,50 |
| **TOTAL** | | **4.322.373.283,20** |

# COMPTE DE PERTES ET PROFITS

ESSO STANDARD S.A.F.
ET ESSO REP
CONSOLIDÉS

| | | |
|---|---|---|
| BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE | | 144.116.459,87 |
| PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS | | |
| - PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS DEVENUE DISPONIBLE | 56.201.900,00 | |
| - AUTRES PROFITS | 6.249.442,04 | |
| | | 62.451.342,04 |
| PROFITS EXCEPTIONNELS | | 4.335.236,79 |
| **TOTAL** | | **210.903.038,70** |

# BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1965

ESSO STANDARD S.A.F.
ET ESSO REP CONSOLIDÉS

## ACTIF

| | | MONTANT BRUT | AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PLUS-VALUES RÉINVESTIES | MONTANT NET |
|---|---|---|---|---|
| VALEURS IMMOBILISÉES 1.073.534.921,76 | FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | | | |
| | PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | **187.500,00** | **136.822,50** | **50.677,50** |
| | IMMOBILISATIONS | | | |
| | TERRAINS | 56.977.697,27 | 159.086,45 | |
| | PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 17.426.111,55 | 39.392.499,27 |
| | CONSTRUCTIONS | 235.320.098,06 | 132.091.545,06 | 103.228.553,00 |
| | MATÉRIEL ET OUTILLAGE | 1.118.811.719,36 | 731.833.322,53 | 386.978.396,83 |
| | MATÉRIEL DE TRANSPORT | 272.621.553,44 | 220.434.014,74 | 52.187.538,70 |
| | MOBILIER, AGENCEMENTS, INSTALLATIONS | 31.225.080,14 | 12.934.876,94 | 18.290.203,20 |
| | EMBALLAGES COMMERCIAUX RÉCUPÉRABLES | 7.853.314,56 | 4.645.101,51 | 3.208.213,05 |
| | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1.806.952,00 | | |
| | PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 1.806.952,00 | |
| | AUTRES IMMOBILISATIONS | 290.587.736,34 | 159.220.103,62 | 131.367.632,72 |
| | IMMOBILISATIONS EN COURS | 118.955.373,17 | | 118.955.373,17 |
| | **TOTAL** | **2.134.159.524,34** | **1.280.551.114,40** | **853.608.409,94** |
| | AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES | | | |
| | PRÊTS A PLUS D'UN AN | 114.901.563,34 | | 114.901.563,34 |
| | CRÉANCES ET AVANCES A LONG TERME | 20.218.992,30 | 299.499,39 | 19.919.492,91 |
| | TITRES DE PARTICIPATION | 84.073.651,64 | 79.335,83 | |
| | PLUS-VALUES RÉINVESTIES | | 21.750.000,00 | 62.244.315,81 |
| | BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 116.260,00 | | 116.260,00 |
| | COMPTE D'ATTENTE A RÉGULARISER | 21.587.044,34 | | 21.587.044,34 |
| | DÉPOTS ET CAUTIONNEMENTS | 1.107.157,92 | | 1.107.157,92 |
| | **TOTAL** | **242.004.669,54** | **22.128.835,22** | **219.875.834,32** |
| ACTIF CIRCULANT 613.419.395,30 — STOCKS 283.350.133,74 | VALEURS D'EXPLOITATION | | | |
| | MARCHANDISES | 16.691.124,21 | | 16.691.124,21 |
| | MATIÈRES PREMIÈRES (PÉTROLE BRUT) | 43.526.448,85 | | 43.526.448,85 |
| | MATIÈRES CONSOMMABLES | 26.590.740,17 | 129.792,36 | 26.460.947,81 |
| | PRODUITS FINIS | 163.362.012,89 | | 163.362.012,89 |
| | PRODUITS EN COURS DE FABRICATION | 27.382.310,98 | | 27.382.310,98 |
| | EMBALLAGES COMMERCIAUX | 7.101.298,00 | 1.174.009,00 | 5.927.289,00 |
| | **TOTAL** | **284.653.935,10** | **1.303.801,36** | **283.350.133,74** |
| COMPTES DE TIERS 241.249.996,79 | VALEURS RÉALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES | | | |
| | FOURNISSEURS DÉBITEURS | 449.307,81 | | 449.307,81 |
| | CLIENTS | 177.899.265,97 | 3.312.665,54 | 174.586.600,43 |
| | AUTRES DÉBITEURS | 54.655.203,14 | 752.590,75 | 53.902.612,39 |
| | COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF | 12.311.476,16 | | 12.311.476,16 |
| COMPTES FINANCIERS 88.819.264,77 | PRÊTS A MOINS D'UN AN | 20.734.637,43 | | 20.734.637,43 |
| | EFFETS A RECEVOIR | 30.242.505,86 | | 30.242.505,86 |
| | CHÈQUES ET AUTRES VALEURS A ENCAISSER | 3.364.267,94 | | 3.364.267,94 |
| | TITRES DE PLACEMENT | 2.253.589,48 | 486.183,69 | 1.767.405,79 |
| | BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION | 659.360,00 | | 659.360,00 |
| | BANQUES ET CHÈQUES POSTAUX | 31.474.023,29 | | 31.474.023,29 |
| | CAISSE | 577.064,46 | | 577.064,46 |
| | **TOTAL** | **334.620.701,54** | **4.551.439,98** | **330.069.261,56** |
| | TOTAL DE L'ACTIF | | | **1.686.954.317,06** |



## PASSIF

| | | MONTANT |
|---|---|---|
| CAPITAUX PERMANENTS 1.097.994.407,77 — PATRIMOINE SOCIAL ET PROVISIONS ASSIMILÉES AVANT AFFECTATION DES BÉNÉFICES 1.021.487.293,37 | CAPITAL PROPRE ET RÉSERVES | |
| | CAPITAL SOCIAL | 595.690.000,00 |
| | PRIME D'ÉMISSION D'ACTIONS | 56.188.500,64 |
| | RÉSERVE LÉGALE | 31.247.000,00 |
| | RÉSERVE GÉNÉRALE | 109.000.000,00 |
| | PLUS-VALUES A LONG TERME | 363.570,37 |
| | PLUS-VALUES A RÉINVESTIR | 35.783.894,35 |
| | PROVISION POUR FLUCTUATIONS DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES | 55.890.000,00 |
| | DOTATION POUR RENOUVELLEMENT DU STOCK INDISPENSABLE | 3.921.790,60 |
| | RÉSERVE SPÉCIALE DE RÉÉVALUATION | 6.184.627,51 |
| | **TOTAL** | **894.269.383,47** |
| | REPORT A NOUVEAU | **68.568.807,41** |
| | SITUATION NETTE (AVANT RÉSULTATS) | **962.838.190,88** |
| | PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES | |
| | PROVISION POUR RISQUES DE PROPRE ASSUREUR | 314.577,49 |
| | PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS | 57.614.400,00 |
| | PROVISION POUR CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | 720.125,00 |
| | **TOTAL** | **58.649.102,49** |
| | DETTES A LONG ET MOYEN TERMES | |
| | OBLIGATIONS A PLUS D'UN AN | 6.022.400,00 |
| | EMPRUNTS A PLUS D'UN AN | 67.243.315,05 |
| | AUTRES DETTES A PLUS D'UN AN | 3.241.399,35 |
| | **TOTAL** | **76.507.114,40** |
| COMPTES DE TIERS 352.532.393,72 — PASSIF ENVERS LES TIERS 583.665.758,61 | DETTES A COURT TERME | |
| | FOURNISSEURS | 63.460.654,69 |
| | CLIENTS CRÉDITEURS | 1.349.552,98 |
| | TAXES INTÉRIEURES ET DOUANE A PAYER | 126.563.410,91 |
| | VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR TITRES DE PARTICIPATION | 367.125,00 |
| | EMBALLAGES CONSIGNÉS | 4.855.144,00 |
| | AUTRES CRÉANCIERS | 52.000.167,51 |
| | COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF | 103.936.338,63 |
| COMPTES FINANCIERS 154.626.250,49 | OBLIGATIONS A MOINS D'UN AN | 1.008.000,00 |
| | EMPRUNTS A MOINS D'UN AN | 2.205.000,00 |
| | AUTRES DETTES A MOINS D'UN AN | 56.714,60 |
| | EFFETS A PAYER | 131.963.602,40 |
| | BANQUES CRÉDITRICES | 19.392.933,49 |
| | **TOTAL** | **507.158.644,21** |
| | RÉSULTATS : BÉNÉFICE DE L'EXERCICE | **64.546.819,82** |
| | INTÉRÊTS MINORITAIRES DES TIERS DANS ESSO REP | **17.254.445,26** |
| | TOTAL DU PASSIF | **1.686.954.317,06** |

AVALS, CAUTIONS, GARANTIES ET AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS : 394.425.292,74
AVALS, CAUTIONS, GARANTIES ET AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS : 370.673.476,45

# PRINCIPALES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 1965

SOCIÉTÉ ESSO DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRES ESSO REP :

Capital : 35 100 000 F - Participation : 88,97 %.
Activités : Recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.

STANDARD-KUHLMANN :

Capital : 2 380 000 F - Participation : 49,96 %.
Activités : Fabrication de Paraflow et de résines.

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ DE LA SEINE-MARITIME :

Capital : 414 000 F - Participation : 28 %.
Activités : Construction de logements.

RAFFINERIE DU MIDI :

Capital : 15 000 000 F - Participation : 33,33 %.
Activités : Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France.

DÉPOTS DE PÉTROLE COTIERS :

Capital : 5 000 000 F - Participation : 21,20 %.
Activités : Exploitation de dépôts de produits pétroliers à Dunkerque, Cherbourg et autres ports.

SOCIÉTÉ HAVRAISE DE MANUTENTION DE PRODUITS PÉTROLIERS :

Capital : 11 850 000 F - Participation : 16,80 %.
Activités : Réception de fuel pour soutes.
Exportation et réexpédition sur d'autres ports.

SOCIÉTÉ POUR LE RAMASSAGE ET LA RÉGÉNÉRATION DES HUILES USAGÉES :

Capital : 900 000 F - Participation : 16,44 %.
Activités : Récupération et régénération des huiles.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE (TRAPIL) :

Capital : 40 000 000 F - Participation : 8,47 %.
Activités : Construction et exploitation du pipeline destiné à transporter les produits finis des raffineries de la Basse-Seine vers la région parisienne.

SOCIÉTÉ DE MANUTENTION DE CARBURANTS AVIATION (S.M.C.A.) :

Capital : 3 000 000 F - Participation : 16,66 %.
Activités : Construction, gestion et exploitation d' « Hydrant Systems » à l'aéroport de Paris.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE COURBEVOIE-DÉFENSE :

Capital : 26 000 000 F - Participation : 97,2 %.
Activités : Opérations civiles immobilières.